



CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

**Séminaire des leaders émergents
du secteur de la sécurité**

PROGRAMME

**En ligne, sur
Zoom for Government
du 3 au 5 juin 2025
et
en présentiel
du 16 au 27 juin 2025**



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

TABLE DES MATIÈRES

À PROPOS DU CESA	3
VISION.....	3
MISSION.....	3
MANDAT	3
Séance virtuelle 1 : Introduction au cours : Leaders émergents du secteur de la sécurité (ESSL)	8
Séance virtuelle 2 : L'importance du leadership stratégique et de la pensée critique pour les leaders émergents du secteur de la sécurité	9
Séance virtuelle 3 : Méga-tendances : Cadres d'évaluation.....	11
Séance en présentiel	13
Séance plénière 1 : Tendances en matière de conflits et mégatendances en matière de sécurité	13
Séance plénière 2 : Dynamique de l'extrémisme violent	18
Séance plénière 3 : Dynamique de la criminalité transnationale organisée	21
Séance plénière 4 : Menaces pour la sécurité maritime.....	25
Séance plénière 5 : Cybermenaces.....	29
Séance plénière 6 : Leadership stratégique dans le secteur de la sécurité en Afrique.....	31
Séance plénière 7 : État de droit et gouvernance de la sécurité : Importance pour les relations civilo-militaires	33
Séance plénière 8 : La pensée critique pour le renforcement du professionnalisme dans le secteur de la sécurité en Afrique.....	37
Séance plénière 9 : Élaboration et mise en application d'une stratégie de sécurité nationale.....	40
Séance plénière 10 : Gestion des ressources de sécurité en Afrique.....	43
Séance plénière 11 : Réponses régionales et internationales aux défis sécuritaires	46
Séance plénière 12 : Tirer parti de l'aide des bailleurs	49
Séance plénière 13 : Gouvernement des États-Unis : Assistance et partenariat en matière de sécurité en Afrique	52

À PROPOS DU CESA

Depuis sa création en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) sert de forum pour la recherche, les programmes universitaires et l'échange d'idées dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, en soutien à la politique des États-Unis en Afrique.

VISION

La sécurité pour tous les Africains, assurée par des institutions efficaces et redevables devant leurs citoyens.

La réalisation de la vision d'une Afrique libérée de la violence armée organisée, garantie par des institutions africaines qui s'engagent à protéger les citoyens africains, est la motivation principale du CESA. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à des impacts concrets en travaillant avec nos partenaires africains - militaires et civils, gouvernements et société civile - ainsi que nationaux et régionaux. Tous ont un rôle significatif à jouer dans l'atténuation des facteurs complexes de conflit sur le continent aujourd'hui. L'obligation de rendre compte aux citoyens est un élément important de notre vision, car elle renforce l'idée que, pour être efficaces, les institutions de sécurité ne doivent pas seulement être « fortes », mais aussi être attentives aux droits des citoyens et les protéger.

MISSION

Faire progresser la sécurité en Afrique en améliorant la compréhension, en fournissant une plate-forme de dialogue fiable, en construisant des partenariats durables et en catalysant des solutions stratégiques.

La mission du CESA s'articule autour de la production et de la diffusion de connaissances par le biais de notre recherche, de nos programmes académiques, de nos communications stratégiques et de nos Amicales (communautaires). En nous appuyant sur les expériences pratiques et les leçons tirées des efforts de sécurité sur le continent, nous avons pour objectif de générer des idées et des analyses pertinentes capables d'informer les praticiens et les décideurs politiques sur les défis urgents auxquels ils sont confrontés en matière de sécurité. Conscient que seuls des échanges francs et réfléchis peuvent permettre de relever des défis importants, le Centre propose des plates-formes en présentiel et virtuelles où les partenaires peuvent échanger leurs points de vue sur les priorités et les bonnes pratiques. Ces échanges favorisent les relations qui, à leur tour, sont entretenues au fil du temps par les Amicales (communautaires) du Centre, les communautés d'intérêts, les programmes de suivi et le dialogue permanent entre les participants et le personnel. Ce dialogue, nourri d'expériences concrètes et d'analyses nouvelles, permet de poursuivre l'apprentissage et de catalyser des actions concrètes.

MANDAT

Le CESA est une institution du Département de la Défense des États-Unis établie et financée par le Congrès pour l'étude des questions de sécurité relatives à l'Afrique et servant de forum pour la recherche bilatérale et multilatérale, la communication, l'échange d'idées et la formation impliquant des participants militaires et civils. (10 U.S.C 342)

Introduction

L'environnement sécuritaire complexe et turbulent en Afrique fait de la nécessité de développer le leadership dans le secteur de la sécurité une question d'urgence et d'importance stratégique. Au-delà de cet environnement sécuritaire en pleine mutation, la multiplication des coups d'État militaires en Afrique appelle à un réexamen de l'état de la gouvernance en matière de sécurité et du rôle des leaders politiques dans la lutte contre les menaces à la sécurité par le biais de stratégies, de politiques et de pratiques centrées sur les personnes. La demande d'un encadrement et d'une formation continue des responsables de la sécurité en Afrique a été reprise par le général de brigade (à la retraite) Daniel K. Frimpong, ancien commandant de l'Académie militaire du Ghana, qui a déclaré que «les bons responsables se développent grâce à un processus sans fin d'auto-apprentissage, d'éducation, de formation et d'expérience».¹ Dans le rapport 2021 de l'Union africaine (UA) sur la gouvernance en Afrique, le rôle d'un leadership politique adaptable, inclusif, responsable et éthique a été reconnu comme l'un des principaux moteurs de la réalisation de l'Agenda 2063 de l'UA.² Ce séminaire constitue une plate-forme de collaboration et de résolution de problèmes pour les nouveaux leaders africains du secteur de la sécurité. Il vise à soutenir la prochaine génération de fonctionnaires professionnels et dotés de principes dans le secteur de la sécurité dans leurs efforts pour s'adapter de manière adéquate, et répondre de manière proactive, aux défis sécuritaires sans précédent auxquels le continent africain est confronté. Le séminaire leur donne donc l'occasion d'apprendre de leurs pairs et d'autres experts africains en matière de sécurité afin de progresser dans l'acquisition des attributs et des compétences nécessaires à un leadership efficace. Cet apprentissage les aidera à diriger avec empathie pour répondre aux besoins fondamentaux des citoyens en matière de sécurité et de sûreté et à se préparer de manière proactive à faire face aux menaces complexes et évolutives à la sécurité.

Pourquoi réaliser ce programme ?

Les preuves cumulées montrent qu'un programme de formation des cadres bien conçu améliore l'efficacité du leadership. Il existe également un consensus parmi les dirigeants, les universitaires et les praticiens africains sur le fait qu'un leadership efficace, stratégique et éthique est essentiel pour l'essor du continent. Vous avez déjà reçu une formation considérable sur le professionnalisme, l'éthique et le leadership/la prise de décision par le biais de l'éducation militaire formelle et d'expériences non académiques. En outre, votre désignation par votre gouvernement ou institution pour participer à ce programme signifie que vos performances passées et votre potentiel de leadership dans ces domaines sont tenus en haute estime. Nous honorerons ces réalisations et chercherons à nous en inspirer de manière significative et utile.

Ce séminaire qui durera trois semaines (une semaine en ligne, deux semaines en présentiel) est conçu pour faciliter l'engagement des participants dans un apprentissage interdisciplinaire par les pairs sur le leadership stratégique et adaptatif et ses implications pour une gestion efficace des défis sécuritaires africains. Cela implique une analyse précise de l'environnement sécuritaire pour la conception et la mise en œuvre des stratégies de sécurité inclusives susceptibles de forger de nouvelles relations civilo-militaires et de renforcer le professionnalisme dans le secteur de la sécurité ; une gestion judicieuse des ressources en matière de sécurité afin de garantir la responsabilité et la

¹ Général de brigade Daniel K. Frimpong, « Appendix Two », *Leadership and the Challenges of Command*, AFRAM Publications, (Accra : 2003), p. 156.

² Union africaine, *Africa's Governance Futures for the Africa We Want*, The Africa Governance Report 2021. <https://au.int/en/documents/20220328/africa-governance-report-2021-africas-governance-futures-africa-we-want>

transparence ; et un partenariat avec les parties prenantes régionales, continentales et internationales afin de faire face collectivement aux menaces à la sécurité transnationales. Les participants examineront ces sujets dans leur propre contexte ainsi que dans des perspectives régionales comparatives. Cet examen leur permettra de réfléchir aux leçons à tirer dans leur pays, dans les pays voisins et dans d'autres régions d'Afrique et du monde.

L'objectif principal du programme est de fournir des outils et des compétences pratiques et efficaces que les participants peuvent utiliser pour contribuer à la sécurité, au développement et à la gouvernance de leur pays. Le programme compte quatre objectifs :

Objectifs du programme

1. Renforcer les capacités de réflexion critique et de prise de décision des nouveaux dirigeants du secteur de la sécurité afin qu'ils puissent exercer un leadership stratégique adaptable et efficace, axé sur la recherche de solutions concrètes dans leur contexte de sécurité.
2. Évaluer les approches stratégiques aux niveaux national, régional et international pour faire face aux menaces actuelles, émergentes et futures en matière de menace à la sécurité en Afrique.
3. Fournir une plate-forme de confiance permettant aux nouveaux responsables de la sécurité d'avoir des réflexions stratégiques sur des solutions concrètes pour relever leurs propres défis en matière de sécurité.
4. Partager les expériences et les leçons tirées de l'anticipation et de la réponse à l'évolution du paysage sécuritaire et de l'exploitation des partenariats pour faire face à l'évolution des menaces à la sécurité.

Aperçu du programme

Le leadership stratégique, la pensée critique, la prise de décision éthique et fondée sur des preuves, et les normes de comportement au niveau stratégique guideront et informeront les sujets clés du programme. Une formation au leadership efficace est essentielle à la création et au maintien d'une gouvernance démocratique et du professionnalisme dans le secteur de la sécurité en Afrique. Le programme se déroulera sur trois semaines. La première semaine est virtuelle et fournit une vue d'ensemble du matériel de cours, de l'exercice de simulation et des exigences en matière d'affectation, tout en soulignant l'importance du leadership stratégique et de la pensée critique en tant que thèmes centraux du programme. Les deuxième et troisième semaines se déroulent en présentiel et sont divisées en trois modules : (1) Analyse des menaces à la sécurité en Afrique ; (2) Réponse nationale aux défis sécuritaires ; et (3) Réponse régionale et internationale aux défis sécuritaires. Les modules sont liés et se renforcent mutuellement. Au cours des trois modules, les orateurs mettront en lumière les menaces à la sécurité et les opportunités, ainsi que les implications pour le leadership afin d'améliorer la sécurité et la sûreté des citoyens.

Les sujets sont présentés lors de séances plénières par un orateur invité ou un panel d'experts, suivies de séances de groupes de discussion. Les discussions de groupe seront modérées par des animateurs qui sont des experts hautement qualifiés et expérimentés. Le rôle d'un animateur n'est pas de faire la leçon ou d'insister sur des solutions « correctes », mais de créer un environnement propice à un dialogue franc et au partage d'expériences. Profitez de la richesse de l'expertise et de l'expérience des animateurs, mais n'hésitez pas à les mettre au défi.

Approche académique

Étant donné que les participants n'ont pas tous le même niveau d'expérience et de compréhension des menaces à la sécurité, ni le même niveau de réponse à ces menaces, ce séminaire cherchera à tirer des leçons importantes et des pratiques saines :

- Le contenu académique de ce programme d'études est axé sur l'analyse basée sur des preuves, étayées par des exemples pratiques, et très peu de théorie.
- Des séances plénières animées par des experts chevronnés dans le domaine concerné, axées sur l'apprentissage collaboratif et bidirectionnel par opposition à l'apprentissage unidirectionnel traditionnel en classe.
- Des discussions en petits groupes qui offrent une plate-forme de confiance permettant aux participants de partager leurs expériences et les leçons apprises et de privilégier l'apprentissage entre pairs et le travail d'équipe, les participants faisant office d'experts du contexte de leur pays et de leur région.

Le séminaire se déroulera en français, en anglais et en portugais. Une politique de stricte non-attribution s'appliquera pendant les séances des groupes de discussion ainsi que pendant la partie questions-réponses des séances plénières. Les séances plénières seront enregistrées et mises en ligne sur le site du CESA à la fin du programme.

Matériel académique

Le CESA utilise des outils académiques pour promouvoir un dialogue franc et ouvert sur des questions critiques et pour jeter les bases du développement d'un réseau efficace de pairs. Pour faciliter nos discussions, nous avons fourni ce programme académique et les lectures recommandées. Nous vous encourageons à examiner d'un œil critique les analyses et le contenu de tous les documents fournis. À cet égard, les lectures sont destinées à favoriser un dialogue sain sur les défis de sécurité examinés, ce qui, à son tour, vous permettra de forger des stratégies réalistes et efficaces pour relever ces défis.

Comme pour tous les programmes académiques du CESA, ce séminaire sera conduit selon une politique stricte de non-attribution, qui est contraignant pendant et après le séminaire. Nous vous encourageons à partager avec vos collègues les enseignements que vous tirez de ce séminaire, mais sans citer les commentaires spécifiques de vos collègues participants. Nous espérons que cela vous permettra d'aborder librement les questions sensibles en discussion. Les opinions exprimées dans les lectures, les études de cas et les présentations ne représentent pas la politique ou la position officielle de la National Defense University, du Département de la Défense ou du gouvernement américain. Toute la documentation du programme sera publiée sur le site web du CESA.

Le programme

Ce programme est un document éducatif destiné à exposer les participants à diverses perspectives et à les aider à tirer pleinement parti du programme. Ce programme fournit une vue d'ensemble du matériel académique et des questions politiques clés sur le leadership stratégique dans le secteur de la sécurité en Afrique. Le document est organisé de manière séquentielle pour guider les participants à travers les trois modules du programme. Le programme prévoit une brève introduction pour chaque séance plénière, avec des questions à débattre auxquelles doivent répondre les participants du groupe de discussion. Nous vous proposons une sélection de lectures destinées à préparer les participants aux séances plénières et aux groupes de discussion et qui doivent être lues avant les

séances pour lesquelles elles sont indiquées. Nous reconnaissons que le programme couvre plus de questions et de matériaux qu'il n'est possible d'en discuter suffisamment dans le temps imparti. Nous espérons que vous utiliserez ces documents comme ressources même après la fin du programme.

Sentez-vous libre à nous faire part de vos questions et suggestions concernant le matériel et le séminaire, car cela permettra d'améliorer la qualité de nos programmes. L'expertise et les connaissances sur ces sujets proviennent en grande partie de vous, les participants. Nous vous encourageons à lire les documents assignés, à participer activement à vos groupes de discussion et à partager librement vos expériences et vos connaissances. Le contenu du programme ne reflète pas les points de vue ou la position officielle du département de la Défense ou du gouvernement des États-Unis.

Ce programme devrait continuer à porter ses fruits une fois que vous serez rentré chez vous. Les discussions et les documents écrits, ainsi que les amitiés nouées au cours des deux semaines à venir, devraient vous aider à relever les défis souvent imprévisibles auxquels vous serez confrontés dans vos milieux professionnels.

Préparation du séminaire

Avant la semaine virtuelle et la première semaine en présentiel du séminaire, nous vous prions de.:

1. Survoler ce programme.
2. Passez en revue les séances virtuelles et en présentiel du programme et lisez les lectures recommandées.
3. Consacrer un peu de temps à réfléchir aux questions de discussion en présentiel et vos expériences professionnelles que vous pourriez partager dans les groupes de discussion.
4. Être prêt à participer à des groupes de discussion et à apprendre des autres participants.

Séance virtuelle 1 : Introduction au cours : Leaders émergents du secteur de la sécurité (ESSL)

Format : Exposé en séance plénière

Objectifs :

- Présenter le CESA et le programme « Leaders émergents du secteur de la sécurité ».
- Expliquer pourquoi le programme Leaders émergents du secteur de la sécurité est un programme phare du Centre et quel a été son impact au fil des années.

Contexte :

Au cours des 26 dernières années, le programme Leaders émergents du secteur de la sécurité et le programme précédent, Programme pour la prochaine génération de dirigeants africains du secteur de la sécurité (Next Gen), ont été les programmes les plus anciens proposés par le CESA. Les deux séminaires ont ciblé les professionnels africains de niveau intermédiaire du secteur de la sécurité, afin de fournir à la prochaine génération de dirigeants du secteur de la sécurité en Afrique des outils pratiques et efficaces sur lesquels ils peuvent s'appuyer pour contribuer à la sécurité et au développement de leurs nations. Ces séminaires ont abordé les rôles et les responsabilités des cadres professionnels du secteur de la sécurité dans les sociétés démocratiques - en renforçant les compétences de leadership pour répondre plus efficacement aux défis actuels et émergents en matière de sécurité. La « Next Gen » et le programme « Leaders émergents du secteur de la sécurité » se sont concentrés sur le leadership stratégique et la stratégie de sécurité nationale, les menaces contemporaines à la sécurité en Afrique et la coordination de l'aide extérieure à la sécurité.

Cette séance virtuelle d'ouverture permettra aux participants de se familiariser avec le CESA, sa vision, sa mission et son mandat. Les participants en apprendront également davantage sur le programme Leaders émergents du secteur de la sécurité en tant que séminaire phare du Centre, ainsi que sur l'impact qu'il a eu au fil des années.

Lectures recommandées :

Séminaire des leaders émergents du secteur de la sécurité. Centre d'études stratégiques de l'Afrique. <https://africacenter.org/fr/programs/programme-pour-la-prochaine-generation-de-dirigeants-africains-du-secteur-de-la-securite/>

Séance virtuelle 2 : L'importance du leadership stratégique et de la pensée critique pour les leaders émergents du secteur de la sécurité

Format : Exposé en séance plénière

Objectifs :

- Souligner l'importance du leadership stratégique et de la pensée critique pour les nouveaux responsables de la sécurité confrontés à des défis en constante évolution.

Contexte :

Dans l'environnement complexe et souvent délicat dans lequel évoluent les professionnels africains de la sécurité, un leadership stratégique efficace et une réflexion critique sont essentiels pour relever avec succès les défis sécuritaires. Les menaces à la sécurité en Afrique sont essentiellement irrégulières et trouvent leur origine dans un ensemble diversifié et complexe de problèmes sociaux, économiques et politiques qui défient les solutions directes.³ Dans ce contexte, les outils et systèmes traditionnels du secteur de la sécurité peuvent être peu fiables, voire faire partie du problème dans les cas où le secteur de la sécurité est corrompu ou politisé.⁴ Ceci impose au décideur la lourde tâche d'identifier les problèmes, les outils et les solutions alors que de nombreuses approches orthodoxes en matière de sécurité s'avèrent inefficaces ou contre-productives.

Le leadership stratégique est généralement défini comme « les capacités uniques d'anticiper, d'envisager, de maintenir la flexibilité, de penser stratégiquement et d'habiliter les employés à créer de nouvelles inventions qui conduisent à des transformations ou à des changements organisationnels ». ⁵ Au-delà du développement de ces capacités, le leadership stratégique consiste également à disposer de la capacité d'adaptation nécessaire pour répondre de manière appropriée au dynamisme et à la complexité du contexte. L'esprit critique, quant à lui, « est une compétence acquise ». ⁶ Elle implique « l'utilisation de compétences ou de stratégies cognitives qui augmentent la probabilité d'un résultat escompté. Il est utilisé pour décrire la pensée intentionnelle, raisonnée et orientée vers un but - le type de pensée impliqué dans la résolution de problèmes, la formulation d'inférences, le calcul de probabilités et la prise de décisions, lorsque le penseur utilise des compétences réfléchies et efficaces pour le contexte particulier et le type de tâche de réflexion ». ⁷ Compte tenu de l'environnement sécuritaire complexe et dynamique du continent africain, les dirigeants stratégiques doivent développer leur esprit critique afin d'atteindre leurs objectifs. En fait, comme l'a expliqué le Général Martin E. Dempsey « les leaders stratégiques doivent être curieux et travailler avec un esprit ouvert. Ils doivent être capables de mener des réflexions critiques et

³ Paul Williams, « War and Conflict in Africa » (2e édition) (Polity Press, 2016), p. 38-40.

⁴ Emile Ouedraogo, *Advancing Military Professionalism in Africa*, Africa Center for Strategic Studies, 2016. <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ARP06EN-Advancing-Military-Professionalism-in-Africa.pdf>

⁵ Alex Jaleha, Vincent Machuki, « Strategic Leadership and Organizational Performance: Critical Review of Literature, » *European Scientific Journal*, vol. 4, no. 35, 2018, p. 127. <https://eujournal.org/index.php/esj/article/view/11558>

⁶ Helen Bouyges, « 3 Simple Habits to Improve Your Critical Thinking », *Harvard Business Review*, mai 2019

⁷ Diane F. Halpern, *Thought and Knowledge: An Introduction to Critical Thinking*, 5th ed., Psychology Press, New York, NY, 2014.

d'élaborer des solutions créatives à des problèmes complexes... »⁸ En conséquence, la pensée critique est essentielle pour définir la manière dont les leaders stratégiques du secteur de la sécurité peuvent aborder des problèmes complexes.

Lectures recommandées :

Ben Ramalingam et al. « Five Principles to Guide Adaptive Leadership. » Harvard Business Review. 2020. <https://hbr.org/2020/09/5-principles-to-guide-adaptive-leadership>

Regina Eckert et Simon Rweyongozo. « Leadership Development in Africa: A Focus on Strengths. » Centre pour le leadership créatif, 2015. <https://www.ccl.org/wp-content/uploads/2015/04/leadershipDevelopmentAfrica.pdf>

Kwesi Aning et Joseph Siegle, « Engagement profond, attentes élevées : les valeurs de la prochaine génération de leaders africains dans le secteur de la sécurité. » Forum de la défense africaine, 2018 : AN : <http://adf-magazine.com/deep-commitment-high-expectations/>
FR : <http://adf-magazine.com/engagement-profond-attentes-elevees/?lang=fr>

Sam Adeyemi, « L'Afrique n'a pas besoin de charité, elle a besoin de bons dirigeants ». Forum économique mondial sur l'Afrique. 2017. <https://www.weforum.org/agenda/2017/05/africa-doesn-t-need-charity-it-needs-good-leadership>

Matt Andrews, Lant Pritchett, Michael Woolcock. « Escaping Capability Traps through Problem Driven Iteration Adaption (PDIA). » Document de travail du CID n° 240, juin 2012. <https://www.cgdev.org/publication/escaping-capability-traps-through-problem-driven-iterative-adaptation-pdia-working-paper>

⁸ Général Martin E. Dempsey cité dans « Critical Thinking and SOF Decision Making », Special Warfare (juin 2017).

Séance virtuelle 3 : Méga-tendances : Cadres d'évaluation

Format : Séance plénière

Objectifs :

- Fournir une vue d'ensemble des cadres d'évaluation utilisés pour évaluer les risques, les vulnérabilités et les sources de résilience d'un pays.
- Discuter de la manière d'intégrer les mégatendances nationales, régionales et continentales et leurs implications possibles sur la sécurité dans les évaluations de la menace, de la vulnérabilité et de la résilience.

Contexte :

Plusieurs facteurs façonneront la paix et la sécurité de l'Afrique et la trajectoire du changement à court et à long terme. Ces facteurs comprennent un ensemble de menaces à la sécurité complexes, multiformes et en constante évolution, notamment la criminalité transnationale organisée, les conflits violents, l'extrémisme violent et le terrorisme, les cybermenaces, les menaces maritimes, la fragilité des États et les pandémies. Ces menaces à la sécurité seront exacerbées par des mégatendances⁹ telles que l'évolution démographique¹⁰, l'urbanisation¹¹, l'augmentation de la classe moyenne, le changement climatique¹² et les nouvelles technologies¹³. En outre, ces menaces à la sécurité et ces mégatendances s'accompagnent d'un courant sous-jacent de déficit croissant de gouvernance en Afrique, dans lequel les États eux-mêmes sont devenus une source d'insécurité.¹⁴ Les intersections de ces mégatendances façonneront sans aucun doute la manière dont les gouvernements et les institutions africaines aborderont la sécurité humaine dans les prochaines décennies. Ces mégatendances provoqueront des chocs qui aggraveront les problèmes de sécurité et créeront de nouvelles possibilités d'aborder la question de la sécurité humaine sur le continent.

Les évaluations des risques et de la vulnérabilité des pays (ERVP) peuvent aider les décideurs à prendre des décisions éclairées pour relever les défis dynamiques en matière de sécurité qui affectent le continent.

Plus précisément, les analyses de la vulnérabilité et de la résilience identifient les vulnérabilités

⁹ Raymond Gilpin, « Unpacking implications of future trends for security in Africa », *Brookings*, 3 février 2020. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/02/03/unpacking-the-implications-of-future-trends-for-security-in-africa/>

¹⁰ Matthias Basedau, Charlotte Heyl, and Eckart Woertz, « Population Growth and Security in Africa: Myth or Underestimated Risk? » Institut allemand d'études globales et régionales, Hambourg, 14 janvier 2021. https://assets.ctfassets.net/jlhjubhjuo/4NjHjVvw3biOA3lQ5SvHIz/2c19465df7f608cf3b2e2cc8ef033046/GIGA_Population_Growth_Security_in_Africa_PDF.pdf

¹¹ Ekeminiabasi Eyita-Okon, « Urbanisation et sécurité humaine dans l'Afrique post-coloniale ». *Front. Sustain. Cities* 4:917764, 2022. <https://www.frontiersin.org/journals/sustainable-cities/articles/10.3389/frsc.2022.917764/full>

¹² Centre africain, « Comment le réchauffement climatique menace la sécurité humaine en Afrique », *Infographie*, Washington : Le CESA, 2021. <https://africacenter.org/eclairage/how-global-warming-threatens-human-security-in-africa/>

¹³ Velomahanina Razakamaharavo, « Implications des technologies émergentes sur la paix et la sécurité en Afrique ». *Conflict and Resilience Monitor*, Accord, 2, 2021. <https://www.accord.org.za/conflict-trends/implications-of-emerging-technologies-on-peace-and-security-in-africa/>

¹⁴ Peter Mwai, « Are Military Takeovers on the Rise in Africa? » *BBC*, 2022. <https://www.bbc.com/news/world-africa-46783600>

structurelles, les risques liés à des événements et les facteurs de résilience existants face à des menaces à la sécurité plus larges survenant dans un pays ou une région donné(e) et influencées par des mégatendances. Ces évaluations s'appuient sur des données qualitatives et quantitatives pour fournir des évaluations de base des modèles et des tendances de la dynamique de la sécurité à travers les piliers de la sécurité humaine, sur la base de méthodologies robustes et holistiques et de preuves empiriques fiables. Parmi les différentes sources de données généralement utilisées pour l'EVRC, on peut citer : les données géospatiales du réseau d'alerte et de réaction de la CEDEAO (ECOWARN) ; le Mécanisme d'alerte précoce et d'intervention en cas de conflit (CEWARN) de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ; la Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) ; l'Afrobaromètre ; l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine (IIAG) ; l'indice de criminalité organisée de l'ENACT ; ainsi que des recherches sur le terrain et des études qualitatives, entre autres sources.

En conséquence, les informations provenant d'une ERVP bien documentée peuvent contribuer aux efforts d'alerte précoce et de réaction et générer des recommandations exploitables. En outre, l'évaluation des risques et des vulnérabilités est essentielle pour les responsables stratégiques du secteur de la sécurité chargés de résoudre des problèmes de sécurité complexes. L'analyse et les recommandations issues d'une ERVP aident les responsables de la sécurité à élaborer des solutions créatives à des problèmes complexes.

Lectures recommandées :

Raymond Gilpin, « Unpacking the implications of future trends for security in Africa ». Brookings, 3 février 2020. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/02/03/unpacking-the-implications-of-future-trends-for-security-in-africa/>

Manuel d'évaluation des risques et de la vulnérabilité des pays, CEDEAO et USAID, décembre 2018, https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00WNNZ.pdf

Séance en présentiel

Séance plénière 1 : Tendances en matière de conflits et mégatendances en matière de sécurité

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

Comprendre la dynamique des grandes mégatendances telles que l'urbanisation, l'évolution démographique et sociale, la montée de la classe moyenne, le changement climatique, les technologies habilitantes et les pandémies auxquelles sont confrontés les pays africains.

Comprendre les implications de ces mégatendances pour les dirigeants du secteur de la sécurité en Afrique.

Explorer les moteurs des conflits violents en Afrique, leur lien avec les principales mégatendances en Afrique et leurs implications stratégiques sur les réponses diplomatiques, de défense et de développement.

Contexte :

Le terme « mégatendances » a été largement vulgarisé par John Naisbitt, un politologue qui a publié en 1982 un best-seller sur les tendances qui transforment nos vies. Il existe de nombreuses variantes de la définition, mais pour la simplifier, les mégatendances sont des « forces motrices à long terme qui sont observables aujourd'hui et qui auront très probablement un impact mondial ».¹⁵ Souvent utilisées dans le cadre de prévisions, elles peuvent éclairer les décisions politiques visant à réaliser l'avenir souhaité.

Parmi les principales mégatendances observées en Afrique, on peut citer:

- La croissance démographique : Alors que tous les autres continents verront leur population diminuer d'ici 2100, celle de l'Afrique triplera au cours de la même période.¹⁶ La population étant estimée à 1,4 milliard d'habitants en 2022, cela représente plus de 4 milliards de personnes.¹⁷ Cette situation est en partie due à la « vague de jeunesse » actuelle, puisque 77 % de la population est âgée de moins de 35 ans.¹⁸
- L'urbanisation : D'ici 2050, plus de 60 % de la population africaine vivra dans les villes.¹⁹
- Le changement climatique : une augmentation des températures, une diminution des

¹⁵ Commission européenne, « The Megatrends Hub », 28 novembre 2022, https://knowledge4policy.ec.europa.eu/foresight/tool/megatrends-hub_en

¹⁶ Yomi Kazeem, « Africa's Population Will Triple by the End of the Century Even as the Rest of the World Shrinks », *World Economic Forum*, 23 Juillet 2020. <https://www.weforum.org/agenda/2020/07/africa-population-triple/#:~:text=Every%20global%20region%20could%20see%20their%20populations%20decline,or%20faster%20than%20birth%20rates%20in%20several%20countries.>

¹⁷ Statista, « Total Population of Africa from 2000 to 2030 », 2024. <https://www.statista.com/statistics/1224168/total-population-of-africa/>

¹⁸ Bandar Hajjar, « The Children's Continent: Keeping Up With Africa's Growth », *Forum économique mondial*, 13 janvier 2020, <https://www.weforum.org/agenda/2020/01/the-children-s-continent/>

¹⁹ Aimée-Noël Mbiyozo, « Climate Change will Strain Africa's Already Congested Cities », *Institute for Security Studies*, 20 Octobre 2021. <https://issafrica.org/iss-today/climate-change-will-strain-africas-already-congested-cities>

précipitations et une augmentation des tempêtes tropicales sont déjà observées sur le continent.²⁰

- Technologie habilitante : la numérisation accrue et l'infrastructure technologique transforment le travail et la production, tout en permettant de relier les gens entre eux et avec la communauté internationale.²¹
- L'émergence d'une classe moyenne : Si la croissance économique se poursuit, on assistera à l'émergence d'une classe moyenne jeune, entreprenante et maîtrisant les technologies.²²
- Les pandémies : Alors que le monde devient de plus en plus interconnecté et en l'absence de progrès adéquats en matière de prévention, les maladies infectieuses peuvent se propager rapidement d'un pays à l'autre.

Ces tendances sont inévitables, mais leurs résultats dépendront des stratégies et des réponses politiques des dirigeants africains. Les gouvernements africains n'ont d'autre choix que de planifier de manière proactive ces mégatendances et d'y répondre afin d'atténuer les défis anticipés et d'exploiter les opportunités potentielles.²³ Les mégatendances auront un impact profond sur les résultats en matière de sécurité et sur la manière dont la sécurité est planifiée, gérée et fournie aux citoyens. Ces tendances créent de nouvelles opportunités pour les gouvernements africains de revoir leurs politiques, capacités et institutions de sécurité existantes afin de mieux répondre à ces menaces complexes et d'instaurer une confiance avec les citoyens en les incluant dans la gouvernance de la sécurité et le développement de stratégies.²⁴ Pour répondre efficacement à ces tendances, il faut coordonner et collaborer entre plusieurs agences gouvernementales et États-nations, élaborer des réponses politiques et des mécanismes souples, agiles, itératifs et adaptatifs, tirer parti de partenariats externes et développer des capacités d'anticipation. Comme ces tendances se renforcent mutuellement et ne peuvent être traitées isolément, les pays africains (et leurs partenaires extérieurs) doivent réfléchir stratégiquement à la manière de les aborder par le biais de politiques et de stratégies nationales, régionales et continentales qui soient réalisables, proactives, créatives, coordonnées et globales.

Les mégatendances sont également liées aux tendances des conflits violents que nous observons sur le continent. Depuis 2010, le nombre de conflits armés impliquant des États africains a augmenté, notamment ceux liés à des organisations extrémistes violentes et à des groupes d'insurgés dans des régions telles que le Sahel, l'Afrique de l'Ouest côtière, le Mozambique septentrional, la Somalie et

²⁰ Nations Unies, « Climate Change is an Increasing Threat to Africa, » 27 octobre 2020 <https://unfccc.int/news/climate-change-is-an-increasing-threat-to-africa>

²¹ Njuguna Ndung'u et Landry Signé, « La quatrième révolution industrielle et la numérisation transformeront l'Afrique en une puissance mondiale », *Brookings*, 8 janvier 2020, <https://www.brookings.edu/articles/the-fourth-industrial-revolution-and-digitization-will-transform-africa-into-a-global-powerhouse/>

²² Nafisa Akabor, « The Rise Of African Tech Hubs : How They Are Becoming The Silicon Valleys Of The Continent », *CNBCAfrica*, 2 novembre 2023, <https://www.cnbc africa.com/2023/the-rise-of-african-tech-hubs-how-they-are-becoming-the-silicon-valleys-of-the-continent/>

²³ Olli Ruohomäki, « Africa Megatrends : Looking over the horizon into the future ». *Document d'information de la FIIA 305*. Institut finlandais des affaires internationales, 2021. https://www.fiaa.fi/wp-content/uploads/2021/03/bp305_african-megatrends.pdf

²⁴ Luka Kuol et Joel Amegboh, « Repenser les stratégies de sécurité nationale en Afrique ». *Journal of International Relations and Diplomacy*, Vol. 9 (1) : 1-17, 2021. <http://www.davidpublisher.com/Public/uploads/Contribute/60a72058556ba.pdf>

le Kenya, ainsi que les guerres civiles en Libye, en République centrafricaine et au Soudan.²⁵ La récente flambée de violence est en partie due à l'évolution de la nature même du conflit. Ces dernières années, les formes de conflit les plus courantes en Afrique ont été les émeutes et les manifestations, les violences contre les civils et les batailles entre acteurs étatiques et non étatiques.²⁶ Les conflits armés non étatiques et les incidents de violence unilatérale contre les civils ont également augmenté. Le nombre de parties aux différents conflits a augmenté au fil du temps car les organisations rebelles et les organisations extrémistes violentes se scindent et se multiplient fréquemment.

La mauvaise gouvernance, l'exclusion sociale et la faiblesse de l'État de droit sont d'autres éléments déclencheurs ou moteurs de la violence. Par exemple, les violations des droits humains perpétrées par l'État et la perception par les citoyens d'un traitement injuste par l'État sont de plus en plus reconnues comme une cause essentielle de l'extrémisme violent.²⁷ Dans la région du Sahel, où il y a une grande population de jeunes hommes sans emploi (à 14,8 ans, le Niger a l'âge moyen le plus bas au monde), le crime organisé transnational et l'économie illicite financent l'extrémisme violent.²⁸ En outre, si l'on ajoute le changement climatique à cette dynamique, on obtient une concurrence violente pour les ressources - terre, nourriture et eau - et une transition vers d'autres moyens de survie, comme on peut le voir chez les bergers nomades peuls qui rejoignent des groupes armés ou recourent au banditisme dans le Sahel.²⁹ De même, le rapport Pathways for Peace 2018 de la Banque mondiale montre que « l'exclusion de l'accès au pouvoir, aux opportunités, aux services et à la sécurité crée un terrain fertile pour la mobilisation des injustices de groupe en violence », en particulier dans les États fragiles ou connus pour leurs violations des droits humains.³⁰ La résistance aux conflits violents et à la criminalité est corrélée aux niveaux de gouvernance.³¹ En l'absence de politiques et d'infrastructures adéquates, adaptées aux mégatendances qui façonnent le continent, la sécurité continuera de se dégrader.

²⁵ Paul Williams, « Continuity and Change in War and Conflict in Africa. » Prism 6:4, 2017 ; CESA, « Le conflit au Soudan fragilise ses voisins », *Centre d'études stratégique de l'Afrique*, 25 avril 2024, <https://africacenter.org/spotlight/sudan-conflict-straining-fragility-of-its-neighbors-displacement-refugees/> ; Centre africain, « Deaths Linked to Militant Islamist Violence in Africa Continue to Spiral », *Centre d'études stratégique de l'Afrique*, 29 janvier 2024, <https://africacenter.org/spotlight/mig2024-deaths-militant-islamist-violence-africa-rise/>

²⁶ Ensemble de données sur la localisation des conflits armés, <http://acleddata.org>

²⁷ Luca Raineri, « Si les victimes deviennent bourreaux : Facteurs contribuant à la vulnérabilité et à la résilience à l'extrémisme violent au Sahel central », *International Alert*, juin 2018 ; « Voyage vers l'extrémisme en Afrique : Moteurs, incitations et point de basculement pour le recrutement », *Programme des Nations unies pour le développement* (septembre 2017), <http://journey-to-extremism.undp.org/en/report> ; « Voyage vers l'extrémisme en Afrique : Moteurs, incitations et point de basculement pour le recrutement », *Programme des Nations Unies pour le développement* (février 2023). <https://journey-to-extremism.undp.org/content/v2/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2023-english.pdf>

²⁸ Will Marshall, « Africa's Crime-Terror Nexus : Transnational Organized Crime, Illicit Economic Networks and Violent Extremism in the Sahel », 16 février 2022, <https://globalriskinsights.com/2022/02/africas-crime-terror-nexus-transnational-organised-crime-illicit-economic-networks-and-violent-extremism-in-the-sahel/>

²⁹ Anouar Boukhars et Carl Pilgram, « In Disorder, They Thrive : How Rural Distress Fuels Militancy and Banditry in the Central Sahel », 20 mars 2023, <https://www.mei.edu/publications/disorder-they-thrive-how-rural-distress-fuels-militancy-and-banditry-central-sahel>

³⁰ Nations Unies; Banque mondiale, « Les chemins de la paix : Approches inclusives de la prévention des conflits violents ». Washington, DC: Banque mondiale, 2018, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>

³¹ *Indice de la criminalité organisée en Afrique 2023 : Criminalité croissante, vulnérabilités croissantes*, ENACT, 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/organised-crime-index-africa-2023/>

Questions de discussion :

- Quelles sont les mégatendances les plus importantes dans votre pays ou sous-région ? Comment ces mégatendances interagissent-elles pour influencer les résultats en matière de sécurité dans votre pays ?
- Quel type de conflit affecte le plus votre pays/sous-région ? Quels sont les impacts des conflits sur votre pays/sous-région/continent ?
- Quelles sont les relations entre les conflits et les mégatendances dans votre sous-région/région ?
- Pensez-vous que le leadership peut faire une différence dans la réponse à ces mégatendances et comment ? Qu'en est-il des personnes ordinaires ? Veuillez donner des exemples si possibles.
- Quel rôle l'architecture de sécurité régionale devrait-elle jouer pour répondre à ces mégatendances et à ces tendances conflictuelles ?
- Comment les acteurs internationaux façonnent-ils les mégatendances et leur impact sur le continent ?

Lectures recommandées :

Raymond Gilpin, « Unpacking the implications of future trends for security in Africa ». Brookings 2020. <https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2020/02/03/unpacking-the-implications-of-future-trends-for-security-in-africa/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Les tendances sécuritaires de l'Afrique en 2024 en 10 graphiques ». Infographie. Washington : Le CESA. 17 décembre 2024. <https://africacenter.org/eclairage/africa-2024-security-trends-graphics/>

Matthias Basedau, Charlotte Heyl et Eckart Woertz, 2021. « Croissance démographique et sécurité en Afrique : Mythe ou risque sous-estimé ? » Institut allemand d'études globales et régionales, Hambourg. 14 janvier 2021. https://assets.ctfassets.net/jlhgiubhhjuo/4NjHjVvw3biOA3lQ5SvHIz/2c19465df7f608cf3b2e2cc8ef033046/GIGA_Population_Growth_Security_in_Africa_PDF.pdf

Kristian Hoelscher, Nick Dorward, Sean Fox, Taibat Lawanson Jeffrey Paller et Melanie Phillips. « Urbanisation et changement politique en Afrique ». African Affairs, 122 (488): 353–376. 2023. <https://academic.oup.com/afraf/article/122/488/353/7233788>

Le CESA. « Comment le réchauffement climatique menace la sécurité humaine en Afrique » Infographie. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique. <https://africacenter.org/fr/spotlight/comment-le-rechauffement-climatique-menace-la-securite-humaine-en-afrique/>

Velomahanina Razakamaharavo. « Implications des technologies émergentes sur la paix et la sécurité en Afrique ». Moniteur des conflits et de la résilience. Accord. 2, 2021. <https://www.accord.org.za/conflict-trends/implications-of-emerging-technologies-on-peace-and-security-in-africa/>

Guy Lamb. 2023. « Revisiter la sécurité humaine en Afrique après la COVID-19 ». Document de politique générale n° 86. Afrobaromètre ; 15 février

Laura Kokko, « L'Afrique de l'avenir : les tendances clés d'ici à 2025, » dans L'Afrique : un continent sur la voie de l'intégration. Centre Universitaire Francophone, p. 173-193. 2018.
http://acta.bibl.u-szeged.hu/63619/1/010_francophone.pdf#page=173

Séance plénière 2 : Dynamique de l'extrémisme violent

Format : Séance plénière

Groupe de discussion

Objectifs :

- Décortiquer les moteurs/causes qui expliquent la prolifération et l'endurance des groupes extrémistes violents (GEV).
- Évaluer les approches nationales et régionales pour combattre l'extrémisme violent et les enseignements tirés (approche dure et approche douce).
- Examiner le rôle du leadership stratégique pour combattre l'extrémisme violent (quel rôle les acteurs nationaux et locaux de la sécurité jouent-ils dans les plans stratégiques nationaux de lutte contre les groupes extrémistes violents).

Contexte :

L'extrémisme violent reste l'un des défis les plus importants pour la paix et la sécurité en Afrique. Ce qui rend cet état de fait particulièrement frustrant, c'est que malgré les sacrifices extraordinaires et le nombre énorme de vies et de ressources que les Africains et leurs partenaires internationaux ont consacrés à la lutte et à la prévention, de nombreux groupes extrémistes violents (GEV) ont quand même pu prospérer et étendre leur portée. Même dans les zones où ils ont été décrits comme vaincus ou dans leurs derniers retranchements, les GEV restent une menace.

La résilience et la prolifération de ces organisations laissent perplexe car leurs objectifs et leurs méthodes sont bien plus radicaux que les personnes qu'elles prétendent représenter. Les enquêtes et les données disponibles montrent que la grande majorité des Africains sont opposés à l'extrémisme violent et au terrorisme. Pourtant, les groupes liés à Al-Qaïda, les affiliés de l'État islamique et d'autres groupes extrémistes violents continuent d'attirer des recrues et des financements, en exploitant astucieusement les opportunités créées par la fragilité des États, la gouvernance de l'exclusion et les conflits locaux. Dans les régions où ils ont pu contrôler des territoires, des groupes tels qu'al-Shabaab se sont efforcés de fournir des formes de gouvernance et des services sociaux de base à la population dans les régions du centre et du sud de la Somalie. Dans d'autres pays où elles n'ont pas réussi à supplanter l'État, les GEV exploitent et alimentent l'instabilité politique, les tensions inter-communautaires et les injustices socio-économiques. La croissance et l'expansion des organisations extrémistes violentes dans le Sahel, la côte ouest africaine, le bassin du lac Tchad, l'est de la République démocratique du Congo, le nord du Mozambique et l'Afrique de l'Est illustrent le fait que leur résilience et leur pouvoir ne découlent pas seulement de leurs activités violentes, mais aussi de leur capacité à se substituer aux gouvernements locaux en tant que prestataires de services et garants de l'ordre social.

Pour obtenir de nouveaux résultats dans le combat contre l'extrémisme violent, les décideurs politiques, les responsables de la sécurité et les praticiens doivent repenser les hypothèses et les méthodes existantes. Cette nécessité de réexaminer et de remplacer les méthodes et les paradigmes qui ont échoué est immédiatement évidente dans le consensus émergent parmi les multiples parties prenantes africaines selon lequel la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent nécessitent des stratégies centrées sur la population qui incluent les communautés et établissent des partenariats entre un large éventail d'acteurs. Pour vaincre les extrémistes, les forces de sécurité doivent donc adapter leurs méthodes pour coopérer soigneusement avec les autorités locales, notamment les prestataires de services, les chefs traditionnels, les groupes de défense communautaires et les

organisations de la société civile. Cela témoigne de la reconnaissance croissante du danger qu'il y a à traiter les approches communautaires de la prévention, de l'atténuation et de la lutte contre l'extrémisme violent comme une distraction – et non comme un complément stratégique nécessaire – aux approches sécuritaires traditionnelles.

Questions de discussion :

- Quels sont les GEV qui opèrent dans votre pays et votre région ? Comment ces organisations ont-elles affecté l'environnement sécuritaire dans lequel vous travaillez ?
- Quelles mesures concrètes et pratiques les nations africaines peuvent-elles prendre, aux niveaux national, régional et international, pour mieux contrer les GEV sur le continent ?
- Quel devrait être le rôle des dirigeants stratégiques et des responsables du secteur de la sécurité dans la lutte contre l'extrémisme violent ?

Lectures recommandées :

Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « En Afrique, les groupes islamistes militants maintiennent un rythme soutenu de létalité ». Infographie. Washington : Le CESA. 25 février 2025. <https://africacenter.org/fr/spotlight/mig2025-groupes-islamistes-militants-in-africa/>

Anouar Boukhars. « Déjouer les insurrections naissantes dans les régions côtières de l'Afrique de l'Ouest ». Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO) West African Papers no. 44. Octobre 2024. https://www.oecd.org/en/publications/thwarting-nascent-insurgencies-in-coastal-west-africa_25885e9c-en.html

Daniel Eizenga et Amandine Gnanguênon. « Recadrer la réponse des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest à l'extrémisme violent ». Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Briefing sur la sécurité en Afrique, n° 43, 20 août 2024. <https://africacenter.org/fr/publication/asb43fr-recadrer-reponse-afrique-ouest-cotiere-extremisme-violent/>

Wendy Williams : « Récupérer les revenus d'al Shabaab ». Éclairage. Washington : Le CESA. 27 mars 2023. <https://africacenter.org/fr/spotlight/recuperer-les-revenus-dal-shabaab/>

Daisy Muibu, « Somalia's Offensive Against al-Shabaab: Taking Stock of Obstacles. » Combating Terrorism Center (CTC) Sentinel. Février 2024. <https://ctc.westpoint.edu/somalias-stalled-offensive-against-al-shabaab-taking-stock-of-obstacles/>

Daisy Muibu « État islamique en Somalie : Une Menace mondiale et Efforts pour Contrer les Militants » Séance d'information Institut de Politique Orion 6 mars 2025 <https://orionpolicy.org/islamic-state-in-somalia-a-global-threat-and-efforts-to-counter-the-militants/>

Voyage vers l'extrémisme en Afrique : Les voies du recrutement et du désengagement. PNUD. Février 2023. <https://journey-to-extremism.undp.org/content/v2/downloads/UNDP-JourneyToExtremism-report-2023-english.pdf>

Anouar Boukhars, « Trajectoires de la violence contre les civils par les groupes islamistes militants d'Afrique ». Éclairage. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2022 :

- EN : <https://africacenter.org/spotlight/trajectories-of-violence-against-civilians-by-africas-militant-islamist-groups/>

- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/trajec-toires-de-la-violence-contre-les-civils-par-les-groupes-islamistes-militants-dafrique/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/spotlight/trajetorias-de-violencia-contra-civis-pelos-grupos-militantes-islamicos-de-africa/>

Gregory Pirio, Robert Pittelli, et Yussuf Adam, « Les nombreux facteurs qui favorisent l'extrémisme violent dans le nord du Mozambique ». Éclairage. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2019 :

- EN:<https://africacenter.org/spotlight/the-many-drivers-enabling-violent-extremism-in-northern-mozambique/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/nombreux-facteurs-qui-favorisent-extremisme-violent-nord-mozambique/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/spotlight/os-diversos-fatores-que-desencadearam-a-violencia-extremista-na-regiao-norte-de-mocambique/>

Ressources complémentaires du CESA :

Programme « Développer des stratégies locales pour combattre l'extrémisme violent (CEV) en Afrique », du 25 janvier au 16 février 2022 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/2022-01-cvelocal-developing-local-strategies-counter-violent-extremism-africa/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/2022-01-cvelocal-fr/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/2022-01-cvelocal-pt/>

« Pourquoi Al-Shabaab persiste en Somalie » webinaire, 9 décembre 2021 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/202112cve-why-al-shabaab-persists-somalia-webinar/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/202112cve-pourquoi-al-shabaab-persiste-somalie/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/202112cve-por-que-al-shabaab-ersiste-somalia/>

Pauline Le Roux, « Répondre à l'essor de l'extrémisme violent au Sahel », Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2019.

- FR : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2020/01/ASB36FR-Repondre-a-l%E2%80%99essor-de-l%E2%80%99extremisme-violent.pdf>
- EN: <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2019/12/ASB36EN-Responding-to-the-Rise-in-Violent-Extremism-in-the-Sahel-Africa-Center-for-Strategic-Studies.pdf>

Séance plénière 3 : Dynamique de la criminalité transnationale organisée

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Décrire les tendances et les niveaux des diverses formes de criminalité transnationale organisée et des réseaux criminels pertinents opérant en Afrique.
- Comprendre les moteurs de la criminalité transnationale organisée en Afrique, ainsi que ses conséquences sur la gouvernance, la stabilité et le développement économique.
- Évaluer les mérites des éléments potentiels de la réponse de l'État à la criminalité transnationale organisée, surtout le rôle des dirigeants du secteur de la sécurité dans la promotion d'approches centrées sur les citoyens/communautés, la coopération inter-agences et la collaboration régionale.

Contexte :

La criminalité transnationale organisée (CTO) est un problème de sécurité croissant en Afrique. Il existe de nombreuses formes de CTO en Afrique, perpétrées par des acteurs étatiques et non étatiques ayant des liens plus ou moins étroits. La traite des êtres humains, le trafic d'armes et la criminalité liée aux ressources non renouvelables sont les trois marchés criminels les plus répandus. Dans l'ensemble, la pandémie de COVID-19 a renforcé la capacité des acteurs étatiques qui facilitent la CTO à le faire avec des mesures moins restrictives en matière de gouvernance responsable.³² En outre, la CTO et l'instabilité politique continuent de se renforcer mutuellement, et les éléments commerciaux, criminels et corrompus de la CTO favorisent une économie politique parallèle qui sape le développement économique et la légitimité de l'État.³³

Il n'existe pas de définition unique de la criminalité organisée, mais la Convention de Palerme des Nations unies – que la plupart des pays africains ont ratifiée – définit les « groupes criminels organisés » comme étant trois personnes ou plus, existant depuis un certain temps, qui agissent ensemble dans le but de commettre au moins un crime passible de quatre ans d'emprisonnement. La CTO s'engage à obtenir un avantage financier/matériel direct ou indirect.³⁴ La criminalité organisée est transnationale lorsque les activités et leurs effets dépassent les frontières nationales. L'élaboration de réponses peut s'avérer difficile, car certains États sont mal équipés pour contrer et prévenir les activités des réseaux criminels ou ont certains responsables de haut niveau qui ne sont pas politiquement disposés à combattre les crimes dont ils bénéficient. La coordination des institutions de sécurité, de justice et autres aux niveaux inter-agences, transfrontalier et infranational est justifiée, mais intrinsèquement complexe.

Les acteurs du secteur de la sécurité dans les États africains sont bien conscients des défis que

³² Initiative mondiale de lutte contre la criminalité transnationale organisée, « Indice du crime organisé en Afrique 2021 » : Évolution de la criminalité dans le contexte de la COVID, » <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/11/ENACT-Organised-Crime-Index-2021.pdf>

³³ Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. 2015. *Flux financiers illicites : Rapport du panel de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique*. Addis Abeba, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. <http://hdl.handle.net/10855/22695>

³⁴ Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée et protocoles s'y rapportant, <https://www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCbook-e.pdf>

représente la lutte contre les CTO, mais ils sont également confrontés à la tâche difficile de concevoir des réponses adaptées aux contextes locaux. Les cadres d'économie politique peuvent aider les dirigeants émergents à comprendre par où commencer. L'économie politique est « l'étude des décisions rationnelles dans le contexte des institutions politiques et économiques », qui incitent les différents acteurs à se comporter d'une certaine manière.³⁵ Adopter une approche d'économie politique implique de comprendre qui sont les différents acteurs, d'identifier les stratégies qu'ils peuvent adopter en fonction des marchés criminels et des vulnérabilités des États africains, et d'évaluer comment les facteurs de résilience peuvent modifier les incitations des acteurs de la criminalité organisée à poursuivre la CTO dans des endroits particuliers. De nombreux facteurs incitent les gens à participer à des économies illicites. Les principaux sont la disponibilité de moyens de subsistance alternatifs, le degré de légitimité de l'État et de ses lois, et la manière dont la transparence et la responsabilité des secteurs de la sécurité et de la justice influent sur cette légitimité.

Un exemple de cadre d'économie politique est l'indice de criminalité organisée du consortium ENACT (publié en 2019, à nouveau en 2021 et mis à jour en 2023).³⁶ Il examine le rôle de cinq acteurs criminels principaux : les acteurs étatiques, les réseaux criminels, les acteurs étrangers, les acteurs mafieux et les acteurs du secteur privé, et suit la présence et l'intensité de quinze marchés criminels différents dans tous les pays d'Afrique. L'indice montre une augmentation considérable du CTO au cours de cette période, les acteurs intégrés dans l'État jouant un rôle clé dans la facilitation de ces activités. Pour influencer les réponses des États aux CTO, l'Indice analyse douze facteurs affectant la résilience aux CTO : leadership politique et gouvernance, transparence et responsabilité du gouvernement, coopération internationale, politiques et lois nationales, capacité judiciaire, capacité des forces de police, lutte contre le blanchiment d'argent, capacité de régulation économique, soutien aux victimes et aux témoins, la prévention, l'implication des acteurs non étatiques dans la réponse, et l'intégrité territoriale.³⁷

En fin de compte, les travaux de recherche de l'ENACT concluent que les efforts les plus fructueux pour lutter contre les CTO sont susceptibles d'impliquer des réponses sécuritaires qui s'inscrivent dans le cadre d'efforts plus larges visant à s'attaquer aux moteurs de la criminalité organisée liés au développement et à la gouvernance. En particulier, l'indice 2023 fournit des preuves empiriques sur les cinq dernières années du « rôle crucial d'un État de droit efficace, de mécanismes de responsabilité et d'une société civile transparente dans la lutte contre la criminalité organisée ».³⁸

Questions de discussion :

- Dans quelle mesure la criminalité transnationale organisée est-elle une préoccupation en matière de sécurité dans votre pays/région, et quels types d'acteurs criminels et de marchés criminels sont impliqués ?
- Quels sont les facteurs qui permettent à la criminalité transnationale organisée de prospérer dans votre pays/région ? Dans quelle mesure les questions de développement,

³⁵ Allan Drazen, *Political Economy in Macroeconomics* (Princeton University Press, 2000), p. 4, reprenant James Alt & Kenneth Shepsle, eds. *Perspectives on Political Economy* (Cambridge University Press, 1990).

³⁶ Initiative mondiale de lutte contre la criminalité transnationale organisée, *Indice ENACT 2021 de la criminalité organisée dans le monde 2021*, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/GITOC-Global-Organized-Crime-Index-2021.pdf>; ENACT *Organized Crime Index Africa 2019*, <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/site/uploads/2019-09-24-oc-index-2019.pdf>

³⁷ *Indice de la criminalité organisée en Afrique de 2019*, op.cit.

³⁸ Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, *Indice ENACT de la criminalité organisée mondiale 2023*, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2021/09/GITOC-Global-Organized-Crime-Index-2023.pdf>, p.8.

de gouvernance et d'État de droit sont-elles liées à la criminalité transnationale organisée ?

- Quels types d'efforts pour combattre et prévenir la criminalité transnationale organisée sont en cours dans votre pays/région ? Utilisent-ils les douze facteurs de résilience mentionnés dans l'indice ENACT de la criminalité organisée ?
- Quels rôles les acteurs du secteur de la sécurité peuvent-ils jouer dans la réponse à la criminalité transnationale organisée aux niveaux transfrontalier, inter-agences, national et infranational ?

Lectures recommandées :

Catherine Kelly, Trends in Transnational Organized Crime in Africa and Innovations in Coordinated Responses, Africa Amani Journal, 2025 136-152. (Nous comptons imprimer des copies pour les personnes qui seront sur place si nous n'obtenons pas un lien en ligne à l'avance - nous y réfléchissons !)

« Introduction », [Indice de la criminalité organisée en Afrique de 2023 - Criminalité croissante, vulnérabilités croissantes](#), ENACT, pp. 4-14.

- EN : https://africa.ocindex.net/assets/downloads/english/enact_report_2023.pdf
 - Pour trouver le rapport sur votre pays, consultez le site : Portail d'analyse des données pour l'Indice du crime organisé en Afrique 2023, <https://africa.ocindex.net/>
- FR : <https://enact-africa.s3.amazonaws.com/uploads/pages/1708078791220-2023-ocindex-africa-report-fr.pdf>
 - Pour trouver le rapport sur votre pays, consultez le site : Portail d'analyse des données de l'Indice du crime organisé en Afrique 2023, <https://africa.ocindex.net/>
- PO: [Indice de crime organizado de África 2023 : Criminalidade em aumento, vulnerabilidades crescente](#)
 - Para encontrar o relatório relativo ao seu país, visite : Portal de análise de dados de l'Indice du crime organizado de África 2023, <https://africa.ocindex.net/>

Dr. Catherine Lena Kelly, « [Une introduction à la coordination des réponses en matière de sécurité et de justice pour lutter contre la criminalité transnationale organisée](#) », Centre d'études stratégiques de l'Afrique

- EN : <https://www.youtube.com/watch?v=gORTFAb1Lw&t=1s>
- FR : <https://www.youtube.com/watch?v=nGeziZFrwgI>
- PO : <https://www.youtube.com/watch?v=kdzZLRDL-Yc>

Groupe de travail de l'Accord de Lusaka, « [Coopération et coordination transfrontalières pour lutter contre le commerce illégal d'espèces sauvages : étude de cas de l'équipe spéciale de l'Accord de Lusaka \(LATF\)](#), » 2022.

« [Déclaration de Kinshasa sur le renforcement de la coopération judiciaire dans la région des Grands Lacs](#), » Réunion des Ministres de la Justice des États Membres de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs, 16 juin 2022.

Ressources supplémentaires du CESA : Améliorer la coordination entre la sécurité et la justice pour lutter contre la CTO, vidéos du programme Afrique occidentale et australe, 9 février - 3 mars 2021 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/security-justice-transnational-organized-crime/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/renforcer-coordination-securite-justice-criminalite-transnationale-organisee/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/reforco-coordenacao-seguranca-justica-criminalidade-organizada-transnacional/>

Renforcer la coordination entre la sécurité et la justice pour lutter contre la CTO, vidéos du programme Afrique centrale, orientale et septentrionale, 19 octobre - 10 novembre 2021 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/2021-ctoc-sj-2/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/2021-ctoc-sj-2/>

Vidéos de la série de webinaires sur le développement professionnel pour la lutte contre la criminalité transnationale organisée, 2021-2022 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/2020-ctoc-webinar-series/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/2020-ctoc-webinar-series/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/2020-ctoc-webinar-series/>

Séance plénière 4 : Menaces pour la sécurité maritime

Format : Séance plénière

Groupe de discussion

Objectifs :

- Explorer les tendances en matière de sécurité et de sûreté maritimes en Afrique.
- Évaluer les accords de collaboration existants pour sauvegarder les intérêts maritimes de l'Afrique.
- Examiner le rôle du leadership stratégique et des acteurs du secteur de la sécurité pour soutenir la sécurité et la sûreté maritimes.

Contexte :

L'économie bleue de l'Afrique - qui comprend la pêche, les minéraux, les hydrocarbures, le tourisme et le commerce de trente-huit pays côtiers et de six îles - est estimée à 1 000 milliards de dollars par an.³⁹ Outre ce potentiel économique, plus de 90 % des exportations et importations africaines sont transportées par voie maritime.⁴⁰ Bien que le potentiel soit important, il existe une tendance à la « cécité à l'égard de la mer », c'est-à-dire à ignorer le domaine maritime et son rôle central dans la croissance économique de l'Afrique, ainsi que dans sa sécurité et sa défense. L'espace maritime a été le théâtre d'activités criminelles et est l'hôte d'un réseau de menaces à la sécurité interconnectées. Parmi les menaces les plus pressantes figurent la pêche illicite, non déclarée et non réglementée (INN) et d'autres vols de ressources naturelles, ainsi que la piraterie et les vols à main armée en mer.⁴¹ La pandémie de COVID-19 a également exacerbé les menaces à la sécurité dans le domaine maritime en Afrique, notamment en perturbant les chaînes d'approvisionnement et en augmentant le risque que les ports deviennent la cible d'attaques.

La protection de l'espace maritime africain et de ses ressources est une préoccupation en matière de sécurité stratégique des pays côtiers et des pays enclavés et nécessite la mise en place d'une sécurité maritime efficace. Le domaine maritime est devenu l'un des principaux axes de l'Agenda 2063 de l'UA et de la stratégie maritime intégrée de l'Afrique pour 2050 (stratégie AIM 2050).⁴² Tous deux reconnaissent le rôle central du domaine maritime en tant que catalyseur de la résurgence économique et du changement socio-économique de l'Afrique.⁴³ La Charte de Lomé a été adoptée en 2016 par l'UA en tant que charte contraignante de sécurité et de sûreté maritimes, l'accent étant mis sur les dispositions relatives à la sécurité de la stratégie AIM 2050.⁴⁴ Ces engagements de l'UA

³⁹ Ifesinachi Okafor-Yarwood. « Review of nine African « blue economy » projects shows what works and what does' not work ». The Conversation, 11 août 2020.

⁴⁰ Henrietta Nagy et Siphesihle Nene, « Blue Gold : Advancing Blue Economy Governance in Africa. » Durabilité 13, 7153: 1-11. 2021. <https://www.mdpi.com/2071-1050/13/13/7153>

⁴¹ Ifesinachi Okafor-Yarwood. « Review of nine African « blue economy » projects shows what works and what does' not work ». The Conversation, 11 août 2020.

⁴² Nagy et Nene, op cit.

⁴³ Richard Wetaya, « Blue economy seen as a catalyst for Africa's economic resurgence. » Alliance for Science. 2022. <https://allianceforscience.cornell.edu/blog/2022/02/blue-economy-seen-as-catalyst-for-africas-economic-resurgence/>

⁴⁴ Pieter Brits et Michelle Nel, « African maritime security and the Lomé Charter: Reality or dream? » African Security Review 27 (3-4): 226 - 244, 2018.

https://www.researchgate.net/publication/329326511_African_maritime_security_and_the_Lome_Charter_Reality_or_dream

sont conformes et liés à l'objectif 14 des Nations unies en matière de développement durable, qui promeut l'utilisation durable des océans, des mers et des ressources marines, y compris pour le développement.

Cette approche internationale fondée sur la collaboration trouve son expression concrète au niveau régional, où les nations partageant une région maritime ont travaillé les unes avec les autres, souvent par le biais de la structure de la Communauté économique régionale, pour élaborer des accords pratiques et des cadres de coopération au niveau opérationnel. Par exemple, le code de conduite de Yaoundé a établi une coopération entre les États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) sur diverses questions de sécurité maritime et a créé un centre de coordination interrégional doté d'un personnel commun pour assurer la coopération. Ces cadres ont contribué à faciliter l'harmonisation des lois maritimes sur des questions telles que la poursuite, le partage des preuves et l'extradition, ainsi qu'à permettre le suivi et même la coordination opérationnelle entre les marines. Bien que les capacités conjointes soient encore en développement, plusieurs succès remarquables ont été enregistrés. L'un d'eux est la reprise du Hailufeng 11 en mai 2020, après sa capture par des pirates au large des côtes de la Côte d'Ivoire. Grâce au partage d'informations dans toute la région et à la coopération opérationnelle entre le Bénin et le Nigeria, le navire a été repris avec succès et les pirates ont été jugés au Nigeria en vertu d'une nouvelle loi anti-piraterie.

La capacité des États africains à gouverner collectivement leurs domaines maritimes et à en gérer durablement les ressources détermine leur capacité à offrir toute une série d'avantages à leurs citoyens et à améliorer leurs prestations en matière de sécurité et de développement. L'amélioration de la gouvernance et de la sécurité dans les communautés littorales les plus touchées par la pêche INN et d'autres formes de vol de ressources naturelles peut également contribuer à diminuer les menaces en renforçant leur intérêt à coopérer avec les forces de police et en limitant l'engagement de leurs membres dans la criminalité maritime.⁴⁵ Il reste également du travail à faire pour s'assurer que les lois et pratiques nationales sont en place pour faciliter la poursuite des criminels maritimes, surtout lorsqu'une coopération transfrontalière et régionale est nécessaire. De nombreuses nations africaines ayant une façade maritime sont encore en train d'élaborer des procédures de chaîne de possession pour le traitement des criminels maritimes et des preuves criminelles ; les poursuites peuvent également être difficiles en raison de la complexité du droit de la mer, du faible niveau d'expertise juridique maritime ou des autorités chargées de faire respecter la loi au sein des marines.⁴⁶ Il est essentiel de mettre à jour la législation et les procédures nationales et de les harmoniser au niveau régional.

Questions de discussion :

- Quel est le potentiel économique de l'espace maritime de votre pays/région, et pensez-vous que ce potentiel est pleinement exploité ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Pouvez-vous nous faire part de quelques-unes des principales menaces à la sécurité maritime dans votre pays/région, et nous dire si elles ont été traitées de manière adéquate ?

⁴⁵ Ifesenachi Okafor-Yarwood, « The cyclical nature of maritime security threats : illegal, unreported, and unregulated fishing as a threat to human and national security in the Gulf of Guinea ». *African Security*; Vol. 13 (2): 116-146, 2020.

⁴⁶ Ian Ralby, « Learning from success : Advancing maritime security cooperation in Atlantic Africa ». CIMSEC, 2019. https://cimsec.org/learning-from-success-advancing-maritime-security-cooperation-in-atlantic-africa/?fbclid=IwAR0qlr2I3Vn_wQhTc_Gu-JsuDjiTrZl8DYr5cQT3fsr4I1DqDa0jYQr5Xzg

- Compte tenu de la nature transfrontalière des menaces qui pèsent sur l'espace maritime, quel est le niveau des réponses coopératives, coordonnées et collectives des pays de votre région à l'insécurité maritime ? Pouvez-vous nous donner quelques exemples de ces réponses collectives et nous dire ce qui peut être amélioré ?
- Quels rôles les responsables du secteur de la sécurité peuvent-ils jouer pour favoriser la sécurité et la sûreté maritimes ?

Lectures recommandées :

Christian Bueger, Timothy Edmunds et Jan Stockbruegger. « Securing the Seas : A Comprehensive Assessment of Global Maritime Security (Sécuriser les mers : une évaluation complète de la sécurité maritime mondiale) ». (Genève, Suisse : UNIDIR, 2024).

Ian Ralby, « Tendances de la sécurité maritime en Afrique ». *Centre d'études stratégiques de l'Afrique Éclairages*, 2019 :

- EN : <https://africacenter.org/spotlight/trends-in-african-maritime-security/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/tendances-en-matiere-de-securite-maritime-en-afrique/>

Nations unies, « L'économie bleue de l'Afrique : Manuel de politique. » 2016.

- EN: <https://wedocs.unep.org/bitstream/handle/20.500.11822/30130/AfricasBlueEconomy.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
- FR: <https://repository.uneca.org/handle/10855/23073>

Ifesenachi Okafor-Yarwood, Oliver Eastwood, Noleen Chikowore et Lucas de Oliveira Paes, « Technologie et sécurité maritime en Afrique : Opportunités et défis dans le Golfe de Guinée ». *Marine Policy* vol. 160 (2024).

<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0308597X23005092>

Lucas De Oliveira Paes et Ifesenachi Okafor-Yarwood, « Techno-optimism versus techno-reality : an analysis of internationally funded technological solutions against illegal, unreported and unregulated (IUU) fishing in Ghana and Guinea-Bissau » (Techno-optimisme versus techno-réalité : une analyse des solutions technologiques financées au niveau international pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) au Ghana et en Guinée-Bissau).

Environmental Politics (2024),

<https://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/09644016.2024.2419800>

Ifesenachi Okafor-Yarwood, « La pêche illégale, non déclarée et non réglementée et les complexités des Objectifs de développement durable (ODD) pour les pays du Golfe de Guinée ». *Marine Policy*, vol. 99 (janvier 2019), p. 414-422.

<https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0308597X17303445>

Pieter Brits et Michelle Nel, « African maritime security and the Lomé Charter: Reality or dream? » *African Security Review* 27 (3-4) : p. 226-244, 2018.

https://www.researchgate.net/publication/329326511_African_maritime_security_and_the_Lome_Charter_Reality_or_dream

Thierry Vircoulon et Violette Tournier, « Sécurité dans le golfe de Guinée : un combat régional, »

Politique Etrangère 3, 2015. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere2015-3-page-161.htm>

Darshana M. Baruah, Nitya Labh et Jessica Greely, « Mapping the Indian Ocean Region, » Carnegie Endowment for International Peace, 15 juin 2023,
<https://carnegieendowment.org/research/2023/06/mapping-the-indian-ocean-region?lang=en>

Christian Bueger, « Who Secures the Western Indian Ocean? The Need for Strategic Dialogue, » Center for Maritime Strategy, 19 septembre 2024,
<https://centerformaritimestrategy.org/publications/who-secures-the-western-indian-ocean-the-need-for-strategic-dialogue/>

Carina Bruewer, « Africa's ocean of organised crime », Institute for Security Studies, 9 octobre 2023, <https://issafrica.org/iss-today/africas-ocean-of-organised-crime>

Ressources complémentaires du CESA :

« Renforcer la sécurité et la sûreté maritimes en Afrique : Dialogue maritime dans toute l'Afrique », table ronde, 27-28 juillet, 2021 :

- EN/FR/PO : <https://africacenter.org/programs/mss-dialogue-2021/>

André Standing, « Criminality in Africa's Fishing Industry: A Threat to Human Security. » Centre d'études stratégiques de l'Afrique *Bulletin de la sécurité africaine* n° 33, 2017 :

- EN : <https://africacenter.org/publication/criminality-africa-fishing-industry-threat-human-security/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/publication/criminalite-peche-commerciale-afrique-menace-securite-humaine/>
- PO : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2017/11/ASB33PT-Criminalidade-na-industria-pesqueira-de-Africa-Uma-ameaca-a-seguranca-humana.pdf>

« Maritime Security in the Western Indian Ocean: A Conversation with Assis Malaquias, » 7 July 2017:

- EN : <https://africacenter.org/spotlight/maritime-security-western-indian-ocean-a-discussion-with-assis-malaquias/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/la-securite-maritime-dans-la-partie-occidentale-de-locean-indien-une-discussion-avec-assis-malaquias/>

Séance plénière 5 : Cybermenaces

Format : Séance plénière

Groupe de discussion

Objectifs :

- Explorer la nature de la cybersécurité en Afrique : qu'est-ce que c'est et pourquoi est-ce pertinent ? Discuter ensuite de ses implications.
- Découvrir comment les technologies émergentes modifient le paysage sécuritaire de l'Afrique.
- Évaluer les approches nationales, régionales et internationales pour faire face aux implications des changements technologiques sur la sécurité.
- Discuter des défis auxquels sont confrontés les acteurs africains de la sécurité pour répondre aux cybermenaces.

Contexte :

Avec la propagation rapide de la technologie numérique sur le continent africain, le cyberespace devient un domaine de sécurité de plus en plus important. Un nombre croissant de citoyens africains sont victimes de fraudes, de vols et d'extorsions en ligne perpétrés par des réseaux criminels cybernétiques organisés et de plus en plus mondialisés. Les infrastructures critiques de l'Afrique, essentielles à la prospérité future du continent, deviennent vulnérables au cyber-sabotage. Les médias sociaux, les renseignements provenant de sources ouvertes et les systèmes sans pilote sont de plus en plus déployés par les États et les acteurs non étatiques dans les conflits armés en Afrique, ce qui modifie le caractère de la guerre.

Dans de nombreux pays africains, les politiques mise en place ont du mal à répondre à la croissance rapide des menaces numériques. Les déficits en capacités humaines et organisationnelles signifient que de nombreux incidents cybernétiques ne sont pas signalés et ne sont pas traités. Bien que nous notons une croissance dans le nombre d'États disposant de politiques et de stratégies en matière de cybersécurité, même les pays africains les plus avancés dans ce domaine ne parviennent pas toujours à mettre en place des mécanismes de coordination interinstitutionnelle ou à anticiper les menaces les plus récentes et à y répondre. Au moins 31 pays africains ont acquis des drones militaires, alors même que ces systèmes peinent à lutter efficacement contre les tactiques de guérilla et sont de plus en plus impliqués dans des guerres par procuration.

Le secteur africain de la sécurité a un rôle essentiel à jouer en tirant parti de la technologie numérique pour répondre aux menaces les plus pressantes en matière de sécurité et pour réagir à la manière dont les groupes terroristes et les réseaux criminels armés privilégient de plus en plus la technologie numérique. Cependant, comme les technologies de l'information sont des technologies habilitantes avec un large éventail d'applications, les principales sources d'expertise se trouvent dans le secteur privé. Cette ère de révolution technologique ouverte est fondamentalement différente des précédentes et exige du secteur de la sécurité non seulement qu'il s'adapte rapidement à la diffusion et aux progrès rapides de la technologie numérique, mais aussi qu'il établisse des partenariats avec le secteur privé et les institutions gouvernementales civiles pour garder une avance sur la menace.

Questions de discussion :

- Quels sont les défis en matière de cybersécurité dans votre pays ou votre région ?

- Comment les technologies émergentes modifient-elles le paysage de la sécurité dans votre pays ou votre région ?
- Comment les capacités numériques et autres technologies émergentes sont-elles exploitées pour faire face aux menaces à la sécurité dans votre pays ou votre région ?
- Quelles mesures pratiques les acteurs du secteur de la sécurité peuvent-ils prendre pour faire face aux menaces posées par la diffusion des technologies émergentes ?

Lectures recommandées :

Nate D.F. Allen, « La prolifération des drones militaires marque un tournant déstabilisateur dans les conflits armés en Afrique ». *Éclairage*. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2025 :

- EN : <https://africacenter.org/eclairage/prolifération-drones-afrique-destabilisation/>

Nate D.F. Allen, « Africa's Evolving Cyber Threats. ». *Éclairage*. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2021 :

- EN: <https://africacenter.org/spotlight/afrique-evolving-cyber-threats/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/lafrique-a-lepreuve-des-nouvelles-formes-de-cybercriminalite/>

Le CESA, « Sujet clé : Manipulation de l'information étrangère ». Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2025.

- EN : <https://africacenter.org/in-focus/fimi/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/focus-sur/fimi/>

Le CESA, « Artificial Intelligence and Africa's Security Landscape ». *Webinaire*. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2023.

- EN : <https://africacenter.org/programs/2023-09-artificial-intelligence/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/2023-09-intelligence-artificielle/>
- PO : <https://africacenter.org/fr/programs/2023-09-intelligence-artificielle/>

ICPO, « Rapport d'évaluation de la cybermenace en Afrique 2024 ». ICPO 2024 :

- AN : https://www.interpol.int/en/content/download/21048/file/24COM005030-AJFOC_Africa%20Cyberthreat%20Assessment%20Report_2024_complet_EN%20v4.pdf?inLanguage=eng-GB&version=14
- FR : https://www.interpol.int/fr/content/download/21048/file/24COM005030-AJFOC_Africa%20Cyberthreat%20Assessment%20Report_2024_complet_FR%20v3.pdf?inLanguage=fr-FR&version=14 AR : https://www.interpol.int/ar/content/download/21048/file/24COM005030-AJFOC_Africa%20Cyberthreat%20Assessment%20Report_2024_complet_AR_LR.pdf?inLanguage=ara-SA&version=14

Séance plénière 6 : Leadership stratégique dans le secteur de la sécurité en Afrique

Format : Séance plénière

Groupe de discussion

Objectifs :

- Comprendre le rôle essentiel du leadership pour faire face à l'évolution et à la complexité du paysage sécuritaire africain.
- Analyser les principes d'un leadership stratégique efficace dans un contexte africain.
- Souligner l'importance de l'adaptabilité pour un leadership efficace dans un environnement de sécurité complexe et en constante évolution.

Contexte :

L'optimisme règne quant au fait que l'Afrique peut revendiquer la dernière partie du 21^e siècle si ses dirigeants sont prêts à exploiter les nouvelles opportunités mondiales et à relever les défis sécuritaires en constante évolution du continent. Selon que les dirigeants africains réagissent de manière proactive ou réactive aux défis et aux opportunités auxquels ils sont confrontés, les mégatendances interconnectées examinées lors de la séance 1 peuvent conduire à des cycles vertueux et synergiques de stabilité, de croissance et de développement ou à des cycles vicieux d'instabilité, de conflit et de pauvreté. Le paysage dynamique de la sécurité exige que les dirigeants du secteur de la sécurité abandonnent la vieille approche du « business-as-usual » et fournissent un leadership stratégique et proactif indispensable pour créer des institutions résilientes sur le long terme, et prendre des décisions décisives, basées sur des preuves, face à la crise et à l'incertitude.

Bien qu'il existe différentes approches pour comprendre le leadership, l'accent est mis ici sur un leadership stratégique efficace qui est généralement défini comme « les capacités uniques d'anticiper, d'envisager, de maintenir la flexibilité, de penser stratégiquement et d'habiliter les employés à créer de nouvelles inventions qui conduisent à des transformations ou à des changements organisationnels ». ⁴⁷ Au-delà du développement de ces capacités, le leadership stratégique consiste également à disposer de la capacité d'adaptation nécessaire pour répondre de manière appropriée au dynamisme et à la complexité du contexte. ⁴⁸ Avec l'évolution rapide et l'incertitude de l'environnement externe, le leadership adaptatif gagne du terrain et de l'importance.

Le leadership adaptatif est défini comme « la capacité d'anticiper les besoins futurs, d'articuler ces besoins pour obtenir un soutien et une compréhension collectifs, d'adapter vos réponses sur la base d'un apprentissage continu, et de faire preuve de responsabilité par la transparence de votre processus de prise de décision ». ⁴⁹ Cinq principes clés sont au cœur de l'application du leadership adaptatif, à savoir : l'apprentissage et l'adaptation fondés sur des données probantes ; la mise à l'épreuve des hypothèses et des croyances sous-jacentes ; la rationalisation des processus de prise de décision délibératifs ; l'appréciation de l'importance de la responsabilité, de la transparence et de

⁴⁷ Alex Jaleha et Vincent Machuki, « Strategic Leadership and Organizational Performance: Critical Review of Literature. » *Revue scientifique européenne*. Tome 4 (35) : 127, 2018.

<https://eujournal.org/index.php/esj/article/view/11558>

⁴⁸ Paul Schoemaker, Steve Krupp et Samantha Howland, « Strategic Leadership : The Essential Skills ». *Harvard Business Review*. 91(1-2): 131-134, 2018. <https://hbr.org/2013/01/strategic-leadership-the-essential-skills>

⁴⁹ Ben Ramalingam et al, « 5 Principles to Guide Adaptive Leadership », *Harvard Business Review*, 11 septembre 2020. <https://hbr.org/2020/09/5-principles-to-guide-adaptive-leadership>

l'inclusion ; et la mobilisation de l'action collective.⁵⁰

Le concept de leadership est bien ancré dans les valeurs et les cultures africaines. Par exemple, le concept d' *ubuntu* est une éthique de leadership sud-africaine qui signifie « une personne est une personne à travers les autres » et qui permet de se comprendre par rapport au monde.⁵¹ Une éthique similaire, que l'on retrouve en Afrique de l'Ouest, est la *Kurukan Fuga*⁵² ou la Charte du Manden, qui a établi la Fédération des clans mandingues sous un seul gouvernement et a défini les lois selon lesquelles le peuple malinké devrait respecter la paix sociale, coexister dans la diversité et vivre dans la dignité. Parmi les caractéristiques indispensables que la plupart des dirigeants stratégiques ont en commun, citons le fait d'être un visionnaire, d'avoir des valeurs morales et éthiques élevées, d'être un penseur stratégique, d'investir dans le développement du capital social et humain ainsi que dans le leadership futur, d'apprendre rapidement, d'être un initiateur de changement et d'être à la fois un donneur de sens et un faiseur de sens.⁵³

Questions de discussion :

- Quels sont les leaders (nationaux, régionaux, continentaux et internationaux) que vous considérez comme des modèles de leadership et pourquoi ?
- Vous considérez-vous comme un leader et que pouvez-vous faire pour devenir un leader stratégique efficace ?
- Pouvez-vous partager les valeurs et normes culturelles de votre pays ou région qui favorisent un leadership efficace ?
- Sur la base de l'expérience de la COVID-19 dans votre pays/région, pouvez-vous partager votre évaluation de la qualité du leadership fourni pour faire face à la pandémie et ce qui aurait pu être fait différemment ?
- Connaissez-vous des leaders dans votre communauté/pays/région qui ont facilité un changement positif ? Quels facteurs ont conduit à leur succès en tant que leader ?

Lectures recommandées :

Ben Ramalingam et al, « Cinq principes pour guider le leadership adaptatif ». *Harvard Business Review*, 2020. <https://hbr.org/2020/09/5-principles-to-guide-adaptive-leadership>

Regina Eckert et Simon Rweyongoze, « Leadership Development in Africa: A Focus on Strengths ». *Centre pour le leadership créatif*, 2015. <https://www.ccl.org/wp-content/uploads/2015/04/leadershipDevelopmentAfrica.pdf>

Kwesi Aning et Joseph Siegle, « Engagement profond, attentes élevées : les valeurs de la prochaine génération de leaders africains dans le secteur de la sécurité. » *Forum de la défense africaine*, 2018 :

- EN : <http://adf-magazine.com/deep-commitment-high-expectations/>
- FR : <http://adf-magazine.com/engagement-profond-attentes-elevees/?lang=fr>

Sam Adeyemi, « Africa does not Need Charity, it Needs Good Leadership, » *World Economic Forum on Africa*, 2017. <https://www.weforum.org/agenda/2017/05/africa-doesn-t-need-charity-it-needs-good-leadership>

⁵⁰ Ramalingam et al, *op cit*.

⁵¹ Voir <https://historyplex.com/ubuntu-african-philosophy>

⁵² Voir <https://en.unesco.org/mediabank/23135/>

⁵³ Page 211, Asif, *op cit*.

Séance plénière 7 : État de droit et gouvernance de la sécurité : Importance pour les relations civilo-militaires

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Discuter de ce qu'est l'État de droit en tant que principe, de sa place dans la gouvernance démocratique et civile du secteur de la sécurité, et de la manière dont il façonne les moteurs des défis sécuritaires qui affectent l'Afrique.
- Discuter des éléments clés des relations civilo-militaires (RCM) et de leur lien avec la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité dans le cadre de l'État de droit.
- Discuter de la façon dont la réforme du secteur de la sécurité et la promotion d'institutions saines de gouvernance du secteur de la sécurité peuvent contribuer à forger une RCM saine, et vice versa.

Contexte :

Relever les défis liés à la fourniture de services de sécurité légitimes et responsables à la population - en particulier dans le cadre de la stratégie d'un gouvernement visant à résoudre des problèmes tels que le terrorisme, la criminalité organisée, les conflits armés, l'insécurité maritime ou cybernétique, ou autre - exige un effort holistique et coordonné dans l'ensemble du secteur de la sécurité et des entités des différentes branches du gouvernement habilitées à superviser la sécurité. L'État de droit et des relations civilo-militaires saines sont des éléments essentiels pour garantir l'efficacité du secteur de la sécurité dans ces efforts.

L'État de droit et la justice, que le secteur de la sécurité a pour mission d'assurer, sont essentiels à la paix et à la stabilité. Dans sa forme la plus simple, l'État de droit signifie que personne n'est au-dessus de la loi, y compris les membres des services de sécurité ; toutes les personnes sont traitées de la même manière en vertu de la loi, quelle que soit leur identité. Les lois sont claires, bien connues et appliquées de manière transparente et uniforme par un système judiciaire indépendant. Au maximum, l'État de droit comprend la responsabilité, des lois justes, un gouvernement ouvert et une justice accessible pour tous.⁵⁴ L'Agenda 2063 de l'Union africaine va dans le sens de cette vision en appelant à une Afrique où les gens « bénéficient d'un accès abordable et rapide à des tribunaux et à un système judiciaire indépendants qui rendent la justice sans crainte ni faveur ». Ainsi, l'État de droit ne se limite pas à l'application de la loi par les responsables de la sécurité ; la promotion de l'État de droit aide les gouvernements à établir un « contrat social » avec les citoyens.

L'État de droit est également un élément essentiel d'une bonne gouvernance du secteur de la sécurité, qui facilite la fourniture de la sécurité aux citoyens sur la base d'un contrôle démocratique et civil du secteur de la sécurité. L'État de droit est particulièrement important pour la gouvernance de la sécurité, car il est prouvé que certaines menaces à la sécurité, comme le recrutement d'extrémistes violents, tendent à être exacerbées par les abus perpétrés par l'État à l'encontre des

⁵⁴ World Justice Project, « Qu'est-ce que l'État de droit ? ». <https://worldjusticeproject.org/about-us/overview/what-rule-law>

civils et par le sentiment qu'ont les gens d'être traités injustement par les agents de l'État.⁵⁵ Le professionnalisme des services de sécurité, ainsi que la perception qu'en ont les citoyens, dépendent de l'existence d'un système d'équilibre des pouvoirs qui garantit le respect des libertés civiles et des droits humains par tous. Lorsque la gouvernance du secteur de la sécurité est responsable et centrée sur les personnes, ces institutions et acteurs travaillent en complémentarité, dans le cadre d'un système solide d'équilibre de pouvoir, pour garantir que les forces de défense et de sécurité qui « détiennent et déploient les moyens de coercition au nom et pour la protection de la société tout entière, ... ne finissent pas par fonctionner comme une menace pour les mêmes éléments qu'elles étaient censées protéger en premier lieu ».⁵⁶

Il existe, par conséquent, toute une série d'institutions formelles et informelles qui doivent être engagées de manière cohérente et adaptative. Les institutions officielles de surveillance au niveau national (comme les parlements, les inspections, les médiateurs militaires, les commissions indépendantes de lutte contre la corruption et de défense des droits humains) jouent un rôle clé dans le contrôle des activités des forces de sécurité et de leur comportement à l'égard des citoyens ; les dirigeants civils devraient également être soumis à la surveillance de ces dernières ou d'institutions similaires. Les pratiques quotidiennes des agents de sécurité avec les citoyens ont également de l'importance, puisque chaque citoyen détenteur de droits est une partie prenante essentielle de l'État de droit. La surveillance locale de la gouvernance du secteur de la sécurité et de la gouvernance de la sécurité dans son ensemble dépend également du travail des organisations de la société civile, des médias, des autorités coutumières ou religieuses, des groupes de femmes et de jeunes, et des prestataires de sécurité non étatiques.

La nature des relations civilo-militaires (RCM) d'un pays influe également sur la capacité de l'État à assurer efficacement la sécurité humaine des citoyens. La RCM s'intéresse à la manière dont l'armée et la société qu'elle est censée protéger interagissent, généralement par le biais d'une sorte de marché négocié entre les citoyens, les autorités civiles et l'armée.⁵⁷ On peut dire que le plus grand défi consiste à résoudre le dilemme « qui garde les gardiens »⁵⁸ et d'élaborer des voies permettant de concilier le désir du secteur de la sécurité d'agir selon les désirs des civils avec la capacité de ne faire que ce que les civils autorisent.⁵⁹ L'un des principaux défis à relever dans la plupart des pays africains est de savoir comment entretenir des RCM sains qui créeront un environnement sûr propice à la sécurité des citoyens, à la création d'emplois, à la justice et à l'État de droit. On constate une régression alarmante de la démocratie et une recrudescence des coups d'État en Afrique, combinées à des dépenses militaires accrues et illimitées, le tout sans amélioration significative de la sécurité et

⁵⁵⁵⁵ [John Mukum Mbaku, « Renforcer l'État de droit en Afrique d'ici 2030 », Foresight Africa, Brookings Institution, 2025, https://www.brookings.edu/articles/strengthening-the-rule-of-law-in-africa-by-2030/.](https://www.brookings.edu/articles/strengthening-the-rule-of-law-in-africa-by-2030/)

⁵⁶ Adedeji Ebo, « Parliamentary Oversight of the Security Sector in West Africa : Addressing Democratic Governance Deficits », dans Adedeji Ebo et Boubacar N'Diaye, eds. *La Surveillance parlementaire du secteur de la sécurité en Afrique de l'Ouest : Opportunités et défis*, Centre pour le contrôle démocratique des forces armées, Genève, 2008 :7.

⁵⁷ Mackubin Thomas Owens, *US Civil-Military Relations After 9/11 : Renegotiating the Civil Military Bargain* (New York : The Continuum International Publishing Group, 2011), 13.

⁵⁸ Thomas Bruneau et Florina Christina Matei, « Towards a New Conceptualization of Democratization and Civil-Military Relations ». *Démocratisation*. Vol 15(5) pp. 909 - 929, 2008.

⁵⁹ Voir Feaver, Peter D. 1996. « La problématique civil-militaire : Huntington, Janowitz, et la question du contrôle civil, » *Forces armées et société*, vol. 23, no. 2, pp. 149-178 ; Kuwali, D. « [Surveillance et responsabilité pour améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique](#) », *Bulletin de la sécurité* africaine no. 42, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 11 septembre 2023.

de la sûreté des citoyens.⁶⁰ L'indice Ibrahim de la gouvernance en Afrique montre que les citoyens ont de moins en moins confiance dans les forces de sécurité.⁶¹ Ces indicateurs démontrent des RCM de plus en plus problématiques, avec une intrusion militaire accrue dans la politique et le contrôle des civils. Cette tendance régressive a été exacerbée par la faiblesse de la surveillance civile du secteur de la sécurité et les lacunes en matière de connaissances, d'expérience et d'attitudes.

Il est urgent d'inverser une tendance aussi sombre en Afrique et il faudra repenser, renégocier, réformer ou transformer le cadre RCM. Les cadres destinés non seulement à la réforme du secteur de la sécurité, mais aussi à sa bonne gouvernance, donnent l'occasion aux pays en développement ou aux démocraties consolidées, ainsi qu'à ceux qui sortent d'une dictature militaire, de forger de nouvelles RCM qui consolideront le contrôle civil démocratique du secteur de la sécurité et l'État de droit. Il a été démontré que le contrôle civil démocratique du secteur de la sécurité n'est pas suffisant en soi pour entretenir des RCM saines, car l'efficacité et l'efficience des militaires dans l'accomplissement des rôles et missions qui leur sont assignés sont également importantes.⁶² Dans l'ensemble, il est nécessaire de définir clairement les rôles et les missions des forces de sécurité, de prévoir des mandats et des ressources juridiques et pratiques pour des institutions et des pratiques de surveillance efficaces, et de s'engager à respecter les normes professionnelles et l'éthique au sein des services de sécurité.

Questions de discussion :

- Quelles mesures pratiques les pays africains peuvent-ils prendre pour promouvoir l'État de droit dans le secteur de la sécurité ?
- Les dirigeants du secteur de la sécurité en Afrique ont-ils intérêt à mettre en place des institutions de surveillance démocratique et civil qui facilitent l'État de droit ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Quelles sont les limites auxquelles les civils sont confrontés dans l'exercice du contrôle démocratique des forces militaires/de sécurité dans votre pays/région et comment pouvez-vous contribuer à remédier à ces limites ?
- Qui sont les acteurs clés pour l'amélioration des relations civilo-militaires dans votre pays/région et pourquoi ?

Lectures recommandées :

« Laisser les citoyens et la Constitution ouvrir la voie : Le contrôle civil des forces armées reste un modèle durable malgré les coups d'État et les revers », *Africa Defense Forum*, 1er janvier 2024.

- EN : <https://adf-magazine.com/2023/12/letting-citizens-constitution-lead-the-way/>
- FR : <https://adf-magazine.com/fr/2023/12/laisser-les-citoyens-et-la-constitution-montrer-la-voie/>
- PO : <https://adf-magazine.com/pt-pt/2023/12/os-cidadaos-e-a-constituicao-devem-assumir-a-lidenranca/>

⁶⁰ Nan Tian, « A cautionary tale of military expenditure transparency during the great lockdown ». SIPRI, 2020. <https://www.sipri.org/commentary/blog/2020/cautionary-tale-military-expenditure-transparency-during-great-lockdown>

⁶¹ Voir <https://mo.ibrahim.foundation/iiag/2020-key-findings#kf1>

⁶² Bruneau et Matei, *op cit.*

Christopher Day, Moses Khisa, et William Reno, « Rethinking the Civil-Military Conundrum in Africa ». *Guerres Civiles* Vol 22(2-3) pp. 156-173, 2020.

<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13698249.2020.1736808>

Catherine Lena Kelly, « Justice and Rule of Law Key to African Security » *Centre d'études stratégiques de l'Afrique Éclairage*, 2021 :

- EN : <https://africacenter.org/spotlight/justice-and-rule-of-law-key-to-african-security/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/spotlight/la-justice-et-letat-de-droit-pierres-angulaires-de-la-securite-en-afrique/>

« Gouvernance du secteur de la sécurité : Application des principes de bonne gouvernance au secteur de la sécurité. » *Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève*, 2015 :

- EN:
https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_1_Securitey%20Sector%20Governance_0.pdf
- FR:
https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/DCAF_BG_1_La%20gouvernance%20du%20secteur%20de%20la%20securite.pdf

Ressources complémentaires du CESA :

« Pourquoi l'État de droit est-il important pour l'efficacité du secteur de la sécurité en Afrique ? » *Webinaire du Centre d'études stratégiques de l'Afrique*, 16 décembre 2021 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/jrol2021-rule-of-law-for-security-sector-effectiveness-in-africa/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/jrol2021-etat-de-droit-efficacite-secteur-securite-afrique/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/jrol2021-estado-direito-importante-eficacia-setor-seguranca-africa/>

« Comment les institutions nationales de surveillance influencent-elles la gouvernance du secteur de la sécurité ? » *webinaire*, 26 avril 2022 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/2204rol-oversight-security-governance/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/2204rol-institutions-controle-gouvernance-securite/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/2204rol-instituicoes-supervisao-governacao-seguranca/>

« Les voies parlementaires vers une gouvernance démocratique du secteur de la sécurité » *panel*, *Forum des parlementaires africains 2022*, 1er mars 2022 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/african-parliamentarians-forum-2022/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/forum-parlementaires-africains-2022/>

Séance plénière 8 : La pensée critique pour le renforcement du professionnalisme dans le secteur de la sécurité en Afrique

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Évaluer le statut du professionnalisme dans le secteur de la sécurité en Afrique, les défis posés au professionnalisme et les coûts d'un faible professionnalisme dans les services de sécurité africains.
- Discuter de l'importance de la pensée critique dans l'amélioration du professionnalisme militaire et de l'innovation.
- Partager les connaissances, les expériences et les leçons tirées de l'expérience afin d'améliorer et de faire progresser le professionnalisme dans le secteur de la sécurité en Afrique chez les professionnels civils et ceux en uniforme.

Contexte :

Il est bien établi que le renforcement du professionnalisme dans le secteur de la sécurité en Afrique est essentiel pour améliorer la sécurité et la sûreté des citoyens, promouvoir la stabilité politique, améliorer l'état de droit et la gouvernance dans le secteur de la sécurité, et cultiver la confiance des citoyens dans les responsables de la sécurité. Bien que ce terme soit fréquemment utilisé, il est nécessaire d'établir une compréhension commune du « professionnalisme » pour son application dans le secteur de la sécurité. Dans les forces armées, le professionnalisme est généralement défini en termes de principes qui guident le professionnel, tels que la subordination du militaire à l'autorité civile démocratique, l'allégeance à l'État, et l'engagement à la neutralité politique et à une culture institutionnelle éthique. Les valeurs inhérentes au professionnalisme comprennent la discipline, l'intégrité, l'honneur, les sacrifices, l'engagement pour le plus grand bien de la société, le dévouement au devoir, la responsabilité individuelle et l'obligation de rendre compte de l'action morale et du service en dépit de l'intérêt personnel.⁶³

Malgré l'appel lancé par l'Union africaine aux États membres pour qu'ils investissent dans le renforcement global des capacités et le professionnalisme dans le secteur de la sécurité,⁶⁴ le professionnalisme militaire en Afrique a été affaibli, comme en témoigne la récente multiplication des coups d'État, la baisse de la confiance populaire dans les armées, l'instabilité politique, la corruption et l'incapacité à faire face à l'insécurité et à la violence causées par les acteurs non étatiques de la sécurité. Bien que de nombreuses raisons expliquent le manque de professionnalisme militaire en Afrique, certains facteurs sont particulièrement préoccupants : l'absence de l'équilibre des pouvoirs systématique, la politisation des armées et la militarisation de la politique, ainsi que l'ambiguïté des missions des armées qui servent à protéger les gouvernements contre les citoyens plutôt qu'à les protéger pour eux.⁶⁵ En fin de compte, le professionnalisme des services de sécurité, ainsi que la perception qu'en ont les citoyens, charnière de l'existence d'un système d'équilibre des pouvoirs qui garantit que chacun respecte les libertés civiles, les droits humains et l'État de droit.

⁶³ Emile Ouedraogo, « Pour la professionnalisation des forces armées en Afrique. » *Rapport d'analyse n° 6*. Centre d'études stratégiques de l'Afrique, pages 1-3, 2014. <https://africacenter.org/publication/advancing-military-professionalism-in-africa/>

⁶⁴ Cadre politique de l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité, 2014, https://issat.dcaf.ch/download/60132/986021/AU_SSR_policy_framework_en.pdf

⁶⁵ Ouedraogo, *op cit*.

Les institutions formelles de surveillance au niveau national – comme les parlements, les inspections, les institutions de médiation militaire, les commissions indépendantes de lutte contre la corruption et de défense des droits humains – jouent un rôle clé dans le contrôle des activités des forces de sécurité et de leur comportement envers les citoyens. Les pratiques quotidiennes des responsables de la sécurité avec les citoyens ont également de l'importance, tout comme la surveillance locale de la sécurité qui peut impliquer les organisations de la société civile, les médias, les autorités coutumières et les prestataires de sécurité non étatiques.

En dépit de la situation peu reluisante du professionnalisme militaire en Afrique, certaines armées ont fait preuve d'un professionnalisme remarquable lors de transitions politiques, d'élections et de soulèvements populaires contre des régimes autocratiques, en faisant respecter l'État de droit, la constitution et la volonté du peuple. La plupart des professionnels africains du secteur de la sécurité sont non seulement satisfaits de leur profession, mais ils sont également très fiers d'embrasser les valeurs du professionnalisme telles que le devoir, la responsabilité, le respect et l'honnêteté.⁶⁶ Dans certains pays africains, les forces armées jouissent du respect des citoyens et deviennent une source de fierté nationale. Cela montre que le professionnalisme militaire est le produit des politiques, des stratégies et du leadership politique, ainsi que de l'engagement de chaque individu envers les principes de l'état de droit dans le secteur de la sécurité.

Les gouvernements et les responsables du secteur de la sécurité ont un intérêt vital à renforcer le professionnalisme et la responsabilité des institutions de défense et de sécurité. L'Élaboration et mise en application d'une stratégie de sécurité nationale fourniront non seulement des mécanismes de contrôle et de surveillance civils démocratiques du secteur de la sécurité afin de garantir le respect des libertés civiles, des droits humains et de l'État de droit, mais aussi des orientations et des précisions sur les rôles, la mission, le mandat, les normes et valeurs professionnelles et la doctrine des forces de sécurité.

Questions de discussion :

- Comment décririez-vous le niveau de professionnalisme du secteur de la sécurité, en particulier des forces armées, de la police et des services de renseignement dans votre pays/région et les raisons de cette situation ?
- Quelles institutions de sécurité ont fait preuve d'un professionnalisme de qualité et pourquoi ?
- Selon vous, quel est le principal défi au professionnalisme militaire/de sécurité dans votre pays/région et pourquoi ?
- Selon vous, quel est l'avenir du professionnalisme militaire/de sécurité dans votre pays/région et pourquoi ?
- Sur la base de votre expérience, y a-t-il des leçons à tirer sur la manière de mettre en place et de faire progresser des forces armées et des services de sécurité professionnels dans votre pays/région ?

⁶⁶ Kwesi Aning et Joseph Siegle, « Évaluation des attitudes de la prochaine génération de professionnels du secteur de la sécurité en Afrique. » *Rapport d'analyse n° 7*. Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Page 1-2, 2019. <https://africacenter.org/publication/assessing-attitudes-next-generation-african-security-sector-professionals/>

Lectures recommandées :

Emile Ouedraogo, « Pour la professionnalisation des forces armées en Afrique. » *Rapport d'analyse n° 6*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, p. 1-3, 2014 :

- EN : <https://africacenter.org/publication/advancing-military-professionalism-in-africa/>
- FR : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ARP06FR-Pour-la-professionnalisation-des-forces-arm%C3%A9es-en-Afrique.pdf>
- PO : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2016/06/ARP06PT-Promo%C3%A7%C3%A3o-do-Profissionalismo-Militar-em-%C3%81frica.pdf>

Kwesi Aning et Joseph Siegle, « Évaluation des attitudes de la prochaine génération de professionnels du secteur de la sécurité en Afrique. » *Rapport d'analyse n° 7*, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, p. 1-2, 2019 :

- EN : <https://africacenter.org/publication/assessing-attitudes-next-generation-african-security-sector-professionals/>
- FR : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2019/08/ARP07FR%20-%20Evaluation%20des%20attitudes%20de%20la%20prochaine%20generation%20de%20professionnels%20du%20secteur%20de%20la%20securite%20en%20Afrique.pdf>
- PO : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2019/11/ARP07PT-Avaliacao-das-atitudes-da-proxima-geracao-de-profissionais-do-setor-da-seguranca-em-Africa.pdf>

David Novy, « Professionalism in the Armed Forces » *Rapport de recherche*, Air War College, p. iv, 2017. <https://apps.dtic.mil/sti/pdfs/AD1038055.pdf>

Union africaine, « Cadre politique de l'Union africaine sur la réforme du secteur de la sécurité ». P. 16, 2014 :

- EN : https://issat.dcaf.ch/download/60132/986021/AU_SSR_policy_framework_en.pdf
- FR : https://issat.dcaf.ch/fre/download/60132/996775/SSR_policy_framework_fr.pdf
- PO : <https://www.peaceau.org/uploads/policy-framework-po.pdf>

Séance plénière 9 : Élaboration et mise en application d'une stratégie de sécurité nationale

Format : Séance plénière

Groupe de discussion

Objectifs :

- Examiner la motivation, les concepts clés et les conditions préalables à l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale (SSN) et les éléments clés du document de stratégie de sécurité nationale.
- Discuter des phases typiques de l'élaboration de la SSN en Afrique.
- Examiner le rôle du leadership stratégique et des responsables du secteur de la sécurité dans l'élaboration et la mise en application d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique.

Contexte :

Assurer la sécurité nationale et la sécurité des citoyens est une responsabilité essentielle de tout gouvernement. Dans de nombreux pays africains, cependant, cette responsabilité n'est pas assumée en dépit d'investissements substantiels dans le secteur de la sécurité. L'insécurité augmente et, dans certains cas, l'État lui-même contribue à cette instabilité. Des menaces émergentes et complexes telles que le terrorisme, la criminalité organisée, l'extrémisme violent et l'insécurité cybernétique redessinent le paysage sécuritaire du continent. Ces développements soulignent la nécessité urgente pour les gouvernements africains d'établir et de mettre en œuvre des stratégies de sécurité nationale globales qui traitent à la fois de la sécurité de l'État et du bien-être de sa population.

À l'heure actuelle, la plupart des États africains n'ont pas un cadre de sécurité nationale unifié. Au lieu de cela, ils s'appuient souvent sur des plans sectoriels fragmentés, mal coordonnés, qui ne bénéficient pas de la participation du public et qui sont souvent soutenus par des partenaires extérieurs sans une forte appropriation nationale. Cette absence de stratégie globale affaiblit la capacité des gouvernements à allouer efficacement les ressources, à coordonner les institutions et à répondre aux menaces actuelles et émergentes. En l'absence d'une stratégie de sécurité nationale clairement définie, les décideurs ne disposent pas d'une vision commune ou d'une feuille de route pour guider les politiques et les actions liées à la sécurité.

Consciente de cette lacune importante, l'Union africaine a appelé ses États membres à élaborer des stratégies de sécurité nationale inclusives et pilotées au niveau national. Les instruments politiques tels que la Déclaration solennelle sur la politique africaine commune de défense et de sécurité (2004)⁶⁷ et le Cadre politique sur la réforme du secteur de la sécurité (2014)⁶⁸ offrent aux États membres des orientations sur comment élaborer ces stratégies par le biais de processus consultatifs et participatifs. De même, les Nations unies continuent de soutenir les pays qui cherchent à mettre en place des politiques de sécurité nationale efficaces dans le cadre d'efforts plus larges visant à promouvoir la paix, la stabilité et la bonne gouvernance.

L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie de sécurité nationale n'est pas un simple exercice politique. Il s'agit d'une nécessité stratégique qui permet aux gouvernements d'identifier et de procéder à l'établissement de priorités des menaces, d'améliorer la coordination entre les institutions

⁶⁷ Voir <https://www.peaceau.org/uploads/declaration-cadsp-en.pdf>

⁶⁸ <http://www.peaceau.org/uploads/au-policy-framework-on-security-sector-reform-ae-ssr.pdf>

chargées de la sécurité et de la gouvernance, d'instaurer la confiance avec les citoyens et de renforcer la transparence et la responsabilité. Une stratégie solide favorise le consensus et l'inclusion tout en jetant les bases de partenariats nationaux et internationaux qui soutiennent la stabilité à long terme. Pour aider les pays africains dans ce processus, Le CESA a mis au point une boîte à outils pour l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique. Cette ressource décrit les phases clés de l'élaboration d'une stratégie, notamment la consultation des parties prenantes, l'évaluation des menaces, la rédaction, la validation et la mise en œuvre. Bien que la boîte à outils offre des conseils utiles, elle encourage les pays à adapter le processus à leur contexte unique et à développer des stratégies qui reflètent les solutions locales.

Dans un environnement de sécurité dynamique et de plus en plus complexe, l'absence d'une stratégie de sécurité nationale bien conçue désavantage considérablement les États. L'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie globale, inclusive et adaptée au contexte sont essentielles pour que les nations africaines puissent relever efficacement les défis en matière de sécurité, renforcer la résilience de l'État et préserver l'avenir de leurs citoyens.

Questions de discussion :

- Savez-vous si votre pays dispose d'une stratégie de sécurité nationale ? Si oui, savez-vous comment elle a été élaborée ? Le public ou les citoyens ont-ils été associés au processus, et la stratégie a-t-elle été débattue ou approuvée par le parlement ? Le document est-il accessible au public ?
- Si votre pays ou votre région ne dispose pas d'une stratégie de sécurité nationale actuellement, pensez-vous qu'il soit nécessaire d'en élaborer une ? Quels sont les avantages d'une telle stratégie et quel rôle les dirigeants nationaux ou régionaux devraient-ils jouer dans le lancement et l'orientation de son élaboration ?
- Qui est généralement responsable du lancement du processus SSN et qu'est-ce qui motive cette action ? Qui doit être impliqué et consulté tout au long du processus, et pourquoi leur participation est-elle importante ? À quelles étapes les différentes parties prenantes doivent-elles être impliquées ? Faut-il inclure des groupes tels que les médias, les femmes, les jeunes et les organisations de la société civile, et de quelle manière peuvent-ils apporter une contribution significative à cette stratégie ?
- La stratégie de sécurité nationale doit-elle être soumise à l'approbation du Parlement ? Pourquoi ou pourquoi pas ? Pensez-vous qu'une telle stratégie devrait rester confidentielle ou être rendue publique ? Veuillez expliquer votre raisonnement.

Lectures recommandées :

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « Développement d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique : Outil de rédaction et de consultation. »

- EN : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/National-Security-Strategy-Development-in-Africa-Toolkit-for-Drafting-and-Consultation-Africa-Center-for-Strategic-Studies-2022-01.pdf>
- FR : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/Developpement-dune-strategie-de-securite-nationale-en-Afrique-Centre-dEtude-Strategiques-de-lAfrique-2022-01.pdf>

- PO : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/02/Desenvolvimento-da-Estrategias-de-Seguranca-Nacional-em-Africa-Um-kit-de-ferramentas-para-consulta-e-preparacao.pdf>

Luka Kuol et Joel Amegboh, « Repenser les stratégies de sécurité nationale en Afrique ». *Journal of International Relations and Diplomacy*, Vol. 9 (1) : 1-17, 2021.

<http://www.davidpublisher.com/Public/uploads/Contribute/60a72058556ba.pdf>

Union africaine, « Déclaration Solennelle sur la Politique africaine commune de Défense et de Sécurité. » 2004 :

- EN : <http://www.peaceau.org/uploads/declaration-cadsp-en.pdf>
- FR : <https://www.peaceau.org/uploads/declaration-cadsp-fr.pdf>

Union africaine, « Cadre d'Orientation sur la Reforme du Secteur de la Sécurité. » 2014 :

- EN : <http://www.peaceau.org/uploads/au-policy-framework-on-security-sector-reform-ae-ssr.pdf>
- FR : <https://www.peaceau.org/uploads/policy-framework-fr.pdf>
- PO : <https://www.peaceau.org/uploads/policy-framework-po.pdf>

Ressources complémentaires du CESA :

Programme d'élaboration et mise en œuvre de la stratégie de sécurité nationale, du 20 avril au 5 mai 2021 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/nssd-2021-04-05/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/fr-nssd-2021-04-05/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/pt-nssd-2021-04-05/>

Processus d'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale : Programme des leçons tirées, 9-24 mars 2021 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/national-security-strategy-development-lessons-learned/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/fr-nssd-mar-2021/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/pt-nssd-mar-2021/>

Séance plénière 10 : Gestion des ressources de sécurité en Afrique

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Analyser les tendances, les modèles et les principaux chefs des dépenses de sécurité et de défense en Afrique
- Discuter du lien entre le cycle budgétaire et l'élaboration et la mise en application d'une stratégie de sécurité nationale.
- Examiner le rôle des responsables du secteur de la sécurité dans la gestion judicieuse et transparente des ressources de sécurité en Afrique.

Contexte :

La sécurité reste une priorité absolue pour les pays africains confrontés à un ensemble complexe de menaces traditionnelles et émergentes. Il s'agit notamment des conflits armés internes, du terrorisme, des réseaux criminels transfrontaliers, de la piraterie, des cybermenaces et de la violence de communautaire. En réponse, de nombreux gouvernements ont considérablement augmenté leurs dépenses militaires et de sécurité. Toutefois, des inquiétudes persistent quant à l'efficacité, l'équité et l'alignement de ces dépenses sur les priorités nationales plus larges. Entre les années 1990 et 2020, les dépenses militaires en Afrique ont presque triplé, passant de 15 milliards de dollars à plus de 43 milliards de dollars, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). Dans plusieurs pays, les budgets de défense représentent désormais une part substantielle des dépenses publiques totales, dépassant souvent la moyenne mondiale. Cette proportion est encore plus élevée dans les pays touchés par un conflit. Pourtant, malgré l'augmentation des investissements, de nombreux pays continuent de lutter pour maintenir la sécurité et assurer la sûreté de leurs citoyens.

Ce décalage soulève des questions essentielles sur l'efficacité et l'impact des dépenses de sécurité. Plus d'argent n'équivaut pas nécessairement à de meilleurs résultats en matière de sécurité. Dans de nombreux contextes, les citoyens continuent de vivre dans l'insécurité et expriment une faible confiance dans les institutions de sécurité. Ces réalités suggèrent que l'efficacité des dépenses de sécurité dépend non seulement du montant dépensé, mais aussi de la manière dont ces ressources sont allouées et gérées.⁶⁹ L'absence de cadres de sécurité nationale clairs, inclusifs et stratégiques est l'un des principaux facteurs qui contribuent à l'inadéquation des dépenses. En l'absence d'une stratégie de sécurité nationale (SSN) bien définie, l'allocation des ressources tend à être réactive, fragmentée et souvent motivée par les intérêts de l'élite plutôt que par les besoins du public. La faible coordination entre les ministères clés, tels que ceux des finances, de la défense, de l'intérieur et de la justice, nuit à la cohérence de la budgétisation et de la planification dans l'ensemble du secteur de la sécurité. L'opacité des processus budgétaires et la faiblesse du contrôle civil ne font qu'aggraver ces difficultés.

La transformation du secteur de la sécurité en Afrique nécessite une évolution vers une gouvernance plus responsable, plus transparente et plus centrée sur les citoyens. Cela signifie qu'il faut aller au-delà des approches axées sur le matériel et centrées uniquement sur les armes et l'infrastructure militaire pour adopter des stratégies qui répondent aux besoins plus larges de la société.

⁶⁹ Kuol and Amegboh, *op. cit.*

L'élaboration des stratégies de sécurité nationale inclusives, participatives et ancrées dans les réalités locales est au cœur de cette transformation. La sécurité ne doit pas être définie uniquement par la puissance militaire. Elle doit être ancrée dans la force des institutions qui protègent les droits, font respecter l'État de droit et favorisent la confiance entre l'État et ses citoyens. Lorsque les ressources consacrées à la sécurité sont allouées et gérées efficacement, elles peuvent contribuer à la mise en place d'institutions résistantes et soutenir le développement de sociétés pacifiques et inclusives.

En fin de compte, l'allocation responsable des ressources dans le secteur de la sécurité n'est pas seulement une question technique. Il s'agit d'une pierre angulaire de la gouvernance démocratique. Il est essentiel de veiller à ce que les institutions de sécurité soient responsables et servent l'intérêt public pour éviter qu'elles ne deviennent des centres de pouvoir autonomes. Une approche repensée des dépenses de sécurité, centrée sur les résultats, la transparence et l'engagement des citoyens, offre une voie vers une paix et une stabilité plus durables sur l'ensemble du continent.

Questions de discussion :

- Sur la base des menaces à la sécurité et des défis de développement dans votre pays, pensez-vous que davantage de ressources doivent être allouées au secteur de la sécurité et pourquoi ?
- Sur la base du budget approuvé le plus récent de votre pays, quelle institution/agence du secteur de la sécurité se voit allouer le plus de ressources, et cette allocation est-elle justifiable ?
- Quelle institution/agence du secteur de la sécurité dans votre pays devrait bénéficier de plus de ressources publiques et pourquoi ?
- Pensez-vous que le fait de disposer d'une stratégie de sécurité nationale élaborée dans le cadre d'un processus inclusif et participatif contribuera à l'allocation et à une synchronisation efficaces des ressources consacrées à la sécurité, et pourquoi ?

Lectures recommandées :

Bernard Harborne, William Dorotinsky et Paul Bisca (Eds.), « Sécurité et développement : Les finances publiques et le secteur de la sécurité ». La Banque mondiale, p. 7-14, 25-47, 2017 :

- EN : <http://www.sipotra.it/wp-content/uploads/2017/05/SECURING-DEVELOPMENT.-Public-Finance-and-the-Security-Sector.pdf>

•FR

:<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25138/210766ovFR.pdf?sequence=4&isAllowed=y>

Luka Kuol et Joel Amegboh, « Repenser les stratégies de sécurité nationale en Afrique ». Journal of International Relations and Diplomacy, Vol 9 (1): 1-17, 2021.

<http://www.davidpublisher.com/Public/uploads/Contribute/60a72058556ba.pdf>

Chimere Iheonu, Kingsley Odo et Davidmac Ekeocha, « Estimating the effect of democracy, governance and militarization on peace in Africa ». Research Africa Network, WP/20/046, 2020.

<http://publications.resanet.org/RePEc/abh/abh-wpaper/Estimating-the-effect-of-Democracy-Governance-and-Militarisation-on-Peace-in-Africa.pdf>

Maurice Ogbonnaya, « La lutte contre le terrorisme est-elle devenue une activité rentable au Nigeria ? » Institut d'études de sécurité (ISS), 2020.

- EN : <https://issafrica.org/iss-today/has-counter-terrorism-become-a-profitable->

[business-in-nigeria](#)

- FR : <https://issafrica.org/fr/iss-today/la-lutte-contre-le-terrorisme-est-elle-devenue-une-activite-rentable-au-nigeria>

Ressources complémentaires du CESA :

L'harmonisation des ressources sur les stratégies nationales de sécurité en Afrique, 30 novembre – 15 décembre 2021 :

- EN : <https://africacenter.org/programs/msra-nssd-2021-aligning-resources-national-security-strategies-in-africa/>
- FR : <https://africacenter.org/fr/programs/msra-nssd-2021-alignement-ressources-strategies-nationales-securite-afrique/>
- PO : <https://africacenter.org/pt-pt/msra-nssd-2021-alinhamento-recursos-estrategias-seguranca-nacional-africa/>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2021. « Développement d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique : Outil de rédaction et consultation ». Pages 40-41 :

- EN : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/National-Security-Strategy-Development-in-Africa-Toolkit-for-Drafting-and-Consultation-Africa-Center-for-Strategic-Studies-2022-01.pdf>
- FR : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/Developpement-dune-strategie-de-securite-nationale-en-Afrique-Centre-dEtude-Strategiques-de-lAfrique-2022-01.pdf>
- PO : <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/02/Desenvolvimento-da-Estrategias-de-Seguranca-Nacional-em-Africa-Um-kit-de-ferramentas-para-consulta-e-preparacao.pdf>

Séance plénière 11 : Réponses régionales et internationales aux défis sécuritaires

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Examiner les stratégies et les bonnes pratiques pour atténuer les conflits, y compris la médiation, l'engagement diplomatique et la défense.
- Évaluer les forces et les faiblesses des politiques régionales de sécurité et de défense et des mécanismes régionaux pour les opérations de soutien de la paix afin de relever les défis régionaux en matière de sécurité.

Contexte :

Les problèmes de sécurité régionale prédominants en Afrique transcendent les frontières politiques nationales. Les questions liées à la criminalité organisée transnationale, aux conflits violents, aux insurrections terroristes, aux migrations, à la prolifération des armes légères et de petit calibre et à la crise économique ont de profondes répercussions sur la sécurité. Compte tenu des éléments transnationaux de ces menaces, elles ne peuvent pas être traitées uniquement par des réponses nationales, mais par le biais d'une coordination et d'une coopération interétatiques.

Au cours des trois dernières décennies, les opérations de paix parrainées par les Nations unies (ONU), l'Union africaine (UA) et les communautés économiques régionales (CER) ont joué un rôle important dans la prise en compte des dimensions régionales de la paix et de la sécurité en Afrique. Cependant, elles ont été confrontées à des vents contraires importants ces dernières années. En raison des divisions au sein du Conseil de sécurité des Nations unies, du manque de réussite des récentes missions multidimensionnelles de maintien de la paix et des questions concernant l'efficacité des Nations unies à répondre aux menaces transfrontalières et d'extrémisme violent en Afrique, aucune nouvelle mission majeure des Nations unies n'a été parrainée depuis dix ans. Bien que les Africains eux-mêmes assument une part croissante de la responsabilité de la gestion des conflits en Afrique, des inquiétudes subsistent quant à la mesure dans laquelle les acteurs régionaux possèdent les ressources, les capacités opérationnelles et la volonté politique nécessaires pour s'attaquer aux crises et aux conflits armés les plus importants de l'Afrique. Il est clair que l'architecture de sécurité régionale de l'Afrique vit un moment critique.

D'autres moyens au-delà des opérations de paix incluent des initiatives régionales, par exemple le processus de Nairobi lancé en 2022 sous l'égide de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), qui cherche à utiliser le dialogue et la négociation avec toutes les parties prenantes concernées pour résoudre le conflit dans l'est de la République démocratique du Congo (Congo- Kinshasa). En outre, les mécanismes régionaux de sécurité et de défense, tels que le Système d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN), lancé en 2003, et, selon l'expérience de la Corne de l'Afrique, le Mécanisme d'alerte précoce et de réaction aux conflits (CEWARN), créé en 2002, sont conçus pour prévenir les conflits.

Toutefois, les institutions et les mécanismes régionaux varient considérablement en fonction de la dynamique des dirigeants, des clivages politiques et culturels et du degré d'intégration. L'insuffisance des incitations politiques au niveau national pour intégrer les engagements et les accords régionaux dans la planification de l'État, ou dans l'action, limite leur efficacité. Cette situation a affecté le dévouement aux opérations menées par les Nations unies et l'Afrique, ce qui

s'est traduit par des capacités opérationnelles et expéditionnaires, une mauvaise intégration avec les efforts menés par les civils et une forte dépendance à l'égard des donateurs extérieurs. Des approches régionales innovantes qui s'adaptent à la nature changeante des conflits et aux nouvelles réalités géopolitiques seront essentielles pour avoir une meilleure sécurité. Par exemple, l'adoption de la résolution 2719 du Conseil de sécurité des Nations unies sur les contributions obligatoires marque un tournant et pourrait être le point de départ d'une série de changements plus profonds entre les Nations unies et les partenaires africains en ce qui concerne la communication et la répartition des responsabilités.⁷⁰

Questions de discussion :

- Quelles sont les stratégies et les bonnes pratiques qui ont joué un rôle particulièrement important dans l'atténuation des conflits dans votre pays ou votre région ?
- Comment les relations de travail entre l'UA et les CER peuvent-elles être améliorées, tant entre les organisations qu'avec des partenaires internationaux tels que les Nations unies ?
- Dans quelle mesure votre CER est-elle efficace pour mobiliser les États membres afin de relever collectivement les défis de la sécurité régionale ? Veuillez partager quelques exemples de réussites et de défis.
- Les chevauchements entre les pays membres des CER aident-ils ou nuisent-ils à la capacité des CER à coordonner des réponses collectives aux problèmes de sécurité ?

Lectures recommandées :

Nate D. F. Allen et Nicole Mazurova. « Le partenariat entre l'Union africaine et les Nations unies est essentiel pour l'avenir des opérations de paix en Afrique », *Éclairage*. Washington : Centre d'études stratégiques de l'Afrique. 21 mai 2024. <https://africacenter.org/fr/spotlight/le-partenariat-entre-lunion-africaine-et-les-nations-unies-est-essentiel-pour-lavenir-des-operations-de-paix-en-afrique/>

« Eight Priorities for the African Union in 2025, » International Crisis Group Briefing no. 205 (2025). <https://www.crisisgroup.org/africa/african-union-regional-bodies/b205-eight-priorities-african-union-2025>

« The Future of Peacekeeping, New Models, and Related Capabilities », United Nations Peacekeeping, Novembre 01, 2024. <https://peacekeeping.un.org/en/study-on-future-of-peacekeeping-new-models-and-related-capabilities>

Sanae Suzuki, « Exploring the roles of the AU and ECOWAS in West African Conflicts. » *South African Journal of International Affairs* 27:2, 173-191, 2020. <https://doi.org/10.1080/10220461.2020.1767193>

Bitania Tadesse, « The Role of African Multilateralism in the New Agenda for Peace », *International Peace Institute Global Observatory*, Septembre 2023. <https://theglobalobservatory.org/2023/09/the-role-of-african-multilateralism-in-the-new-agenda-for-peace/>

⁷⁰ Rapport du Conseil de sécurité, Le financement des opérations de soutien à la paix de l'UA : Perspectives de progrès au sein du Conseil de sécurité, Rapport de recherche, avril 2023. <https://www.securitycouncilreport.org/research-reports/the-financing-of-au-peace-support-operations-prospects-for-progress-in-the-security-council.php>

Mark Whitlock et Robert Muggah, « Reflections on the evolution of conflict early warning ». *International Journal of Security and Development*, 10 (1), 2022.
<https://www.stabilityjournal.org/articles/10.5334/sta.857/>

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), « Les mécanismes communautaires de réduction des risques de catastrophes pour des moyens d'existence résilients au Sahel. » 2017.
<https://www.fao.org/emergencies/recursos/documentos/recursos-detalle/es/c/1035230/>

Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix, « Rapport annuel 2021 : Adapter les approches résilientes et les synergies à l'édification de la paix face à la « nouvelle réalité » ». 2021 :

- EN : <https://wanep.org/wanep/annual-report-2021-adapting-resilient-approaches-and-synergies-to-peacebuilding-in-the-new-normal/>
- FR : https://wanep.org/wanep/wp-content/uploads/2022/03/Wanep-2021_French.pdf

Séance plénière 12 : Tirer parti de l'aide des bailleurs

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Identifier les différences entre les modèles d'assistance à la sécurité extérieure.
- Explorer le rôle du leadership stratégique dans l'utilisation et la mise à profit de l'aide extérieure pour assurer une meilleure sécurité aux citoyens en Afrique.
- Étudier les liens entre l'élaboration d'une stratégie de sécurité nationale et une coordination efficace de l'assistance à la sécurité.

Contexte :

Dans de nombreux pays africains, la sécurité est déterminée non seulement par les capacités nationales, mais aussi par des partenariats stratégiques extérieurs. L'une des principales caractéristiques du paysage sécuritaire actuel de l'Afrique est l'intensification de la concurrence entre les puissances mondiales. Les partenaires traditionnels tels que les États-Unis, l'Union européenne et la Chine, ainsi que les acteurs émergents tels que l'Inde, la Russie, le Brésil, le Viêt Nam, la Corée du Sud, les États du Golfe et la Turquie, ont considérablement accru leur engagement sur le continent. Ces nations considèrent l'Afrique à la fois comme une source essentielle de ressources naturelles et comme un marché en expansion pour les entreprises. Parallèlement, elles cherchent à renforcer leurs liens diplomatiques et leur influence au sein d'institutions multilatérales telles que les Nations unies, l'Union africaine et les communautés économiques régionales (CER).

Parmi ces partenaires, la Chine se distingue par la profondeur et l'étendue de ses relations en Afrique. L'engagement de la Chine couvre de nombreux secteurs et est principalement canalisé par son initiative « la Ceinture et la Route » (BRI), une infrastructure mondiale et un cadre de politique étrangère. En 2022, 52 des 54 pays subsahariens ont signé le protocole d'accord de la BRI avec la Chine.⁷¹ Cet engagement lie directement la sécurité du continent à la propre prospérité de la Chine - ce qui constitue une sérieuse entorse à sa célèbre politique étrangère de non-ingérence dans les affaires intérieures. L'importance accrue accordée par la Chine à la sécurité s'explique par la nécessité de protéger les investissements contre les perturbations et les dommages causés par les conflits, et par le désir de renforcer sa réputation mondiale. Dans cette optique, le ministère chinois de la Défense nationale a accueilli le premier Forum Chine-Afrique sur la défense et la sécurité en 2018 et a renforcé sa participation aux opérations de maintien de la paix de l'ONU.⁷² Sur les quelque 2 500 soldats chinois participant aux missions de maintien de la paix de l'ONU, près de 85 % se trouvent en Afrique.

La Russie, en contraste, a poursuivi une stratégie moins conventionnelle. La recrudescence de l'extrémisme violent, de l'activité terroriste et des coups d'État en Afrique de l'Ouest et en Afrique

⁷¹ Xuewu Gu et al., "China's Engagement in Africa: Activities, Effects and Trends," *Center for Global Studies*, June 2022,

https://www.researchgate.net/publication/361589142_China's_Engagement_in_Africa_Activities_Effects_and_Trends/citations

⁷² ⁷² Niall Dungun, "The Expanding Role of Chinese Peacekeeping in Africa." *Oxford Research Group*, January 18, 2018, <https://www.oxfordresearchgroup.org.uk/Blog/the-expanding-role-of-chinese-peacekeeping-in-africa>

centrale a permis à la Russie d'approfondir son influence par l'intermédiaire du groupe Wagner, une société mercenaire de l'ombre, qui a progressivement établi des partenariats militaires et de sécurité traditionnels et stratégiques avec des pays d'Afrique de l'Ouest. Le sommet Russie-Afrique de 2023 a également montré l'intention de jeter les bases d'une coopération plus approfondie, à un moment sensible compte tenu du retrait de la Russie de l'initiative sur les céréales de la mer Noire la semaine précédente.

Si l'aide extérieure à la sécurité peut soutenir les pays africains, ce soutien peut être contre-productif s'il n'est pas aligné sur les priorités nationales en matière de sécurité. Pour en tirer des avantages significatifs, les dirigeants africains doivent définir clairement les menaces qui pèsent sur leur sécurité, identifier les lacunes en matière de capacités et formuler des besoins spécifiques. De même, les partenaires internationaux doivent reconnaître que le succès de leur assistance dépend de l'harmonisation avec les stratégies nationales. Une stratégie de sécurité nationale (SSN) solide constitue un outil fondamental pour aligner le soutien extérieur sur les objectifs nationaux. En l'absence d'une telle stratégie nationale, les programmes des donateurs risquent d'éclipser les intérêts nationaux et de compromettre les résultats à long terme en matière de sécurité.

L'aide extérieure à la sécurité devrait donc être fondée sur un partenariat authentique et durable (plutôt que sur le favoritisme), sur des intérêts mutuels, sur les principes d'égalité souveraine et d'interdépendance de l'Union africaine, sur les valeurs africaines traditionnelles de partage équitable des charges et d'assistance mutuelle, et sur l'indivisibilité de la sécurité africaine.⁷³ Elle est d'autant plus efficace qu'elle repose sur une appropriation nationale et un cadre institutionnel solide, et qu'elle est adaptée, alignée et appropriée aux besoins et aux intérêts nationaux. Les stratégies nationales de sécurité sont elles-mêmes un outil permettant de tirer parti des partenariats externes en matière de sécurité et de l'utilisation des ressources nationales pour améliorer la transparence, la responsabilité et la durabilité dans le secteur de la sécurité en Afrique.

Questions de discussion :

- Quelle est l'importance de l'aide extérieure, en particulier de l'aide extérieure à la sécurité, dans votre pays/région ? Qui sont les nouveaux partenaires extérieurs en matière de sécurité et quelle est leur efficacité par rapport aux partenaires traditionnels ?
- Pensez-vous que l'assistance extérieure en matière de sécurité a contribué à réduire et à combattre les menaces à la sécurité de votre pays/région ? Veuillez donner des exemples.
- Comment les pays/institutions africains peuvent-ils coordonner au mieux les multiples offres de partenariat ? Veuillez donner des exemples.
- Comment votre pays/région peut-il/elle faire face à l'influence croissante de la concurrence des grandes puissances ? Comment votre pays/région peut-il mieux utiliser et tirer parti de l'assistance extérieure en matière de sécurité pour contribuer à la réalisation des priorités et des objectifs de sécurité nationale/régionale ?

Lina Benabdallah, « Les liens militaires entre la Chine et l'Afrique se sont renforcés. Voici 4 choses à savoir », *The Washington Post* Monkey Cage blog, 6 juillet 2018, <https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/07/06/china-africa-military-ties-have-deepened-here-are-4-things-to-know/>

Nick Turse, "U.S. General Worry About Rising Russian and Chinese Influence in Africa, Documents Show", *The Intercept*, 13 août 2019, <https://theintercept.com/2019/08/13/russia->

⁷³ AU, 2004, Solemn Declaration on A Common African Defense and Security Policy, Addis: African Union.

[china-military-africa/](#).

Moderan, O. (2015). Leadership politique et appropriation nationale des processus de réforme du secteur de la sécurité. Boîte à outils pour la réforme du secteur de la sécurité et la gouvernance en Afrique de l'Ouest, 3. <https://www.dcaf.ch/sites/default/files/publications/documents/SSRG-West-Africa-Toolkit-Tool-1-EN.pdf>

Watts, Steve. "Identifying and Mitigating Risks in Security Sector Assistance for Africa's Fragile States". Rand Corporation 2015.

http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/research_reports/RR800/RR808/RAND_RR808.pdf

Lectures complémentaires :

Ismail, Olawale, et Elisabeth Skons, eds. Activités des acteurs extérieurs en matière de sécurité en Afrique. Oxford University Press, 2014.

<https://www.sipri.org/sites/default/files/files/books/SIPRI2014IsSk01.pdf>

Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2021. « Développement d'une stratégie de sécurité nationale en Afrique : Outil de rédaction et consultation ». Pages 40-41 :

- EN: <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/National-Security-Strategy-Development-in-Africa-Toolkit-for-Drafting-and-Consultation-Africa-Center-for-Strategic-Studies-2022-01.pdf>
- FR: <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/01/Developpement-dune-strategie-de-securite-nationale-en-Afrique-Centre-dEtude-Strategiques-de-lAfrique-2022-01.pdf>
- PO: <https://africacenter.org/wp-content/uploads/2021/02/Desenvolvimento-da-Estrategias-de-Seguranca-Nacional-em-Africa-Um-kit-de-ferramentas-para-consulta-e-preparacao.pdf>

Séance plénière 13 : Gouvernement des États-Unis : Assistance et partenariat en matière de sécurité en Afrique

Format : Séance plénière
Groupe de discussion

Objectifs :

- Examiner les objectifs et les mécanismes de l'aide américaine à la sécurité en Afrique.
- Évaluer l'impact et l'efficacité de l'aide à la sécurité des États-Unis.
- Explorer le rôle du leadership stratégique dans l'utilisation et la mise à profit de l'aide extérieure pour assurer une meilleure sécurité aux citoyens en Afrique.

Contexte :

Le Département d'État américain est l'agence chef de file pour la coordination de l'aide étrangère des États-Unis, facilitant la collaboration inter-agences par le Bureau de l'aide étrangère (Office of Foreign Assistance - OFA). Cette coordination reflète un engagement de partenariat et de responsabilité mutuelle, reconnaissant qu'une paix et une sécurité durables en Afrique nécessitent des efforts de coopération entre les États-Unis, les gouvernements africains et les organisations régionales. En intégrant les efforts diplomatiques, de développement et de défense, le département d'État gère un portefeuille complet de programmes d'assistance conçus pour soutenir les initiatives de paix et de sécurité menées par les Africains sur l'ensemble du continent.

Par l'intermédiaire de ses bureaux régionaux et fonctionnels, notamment le Bureau des affaires africaines, le Bureau des opérations de conflit et de stabilisation et le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail, le département administre des programmes qui renforcent les capacités du secteur de la sécurité en Afrique. Ces efforts soutiennent les missions de maintien de la paix, la lutte contre le terrorisme, la prévention des conflits, la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la promotion de la gouvernance démocratique, de la responsabilité et de l'État de droit. En mettant l'accent sur l'appropriation et la collaboration africaines, ces programmes garantissent une responsabilité partagée et une obligation mutuelle de rendre des comptes pour des résultats durables. Conscient que les défis sécuritaires de l'Afrique dépassent souvent les frontières nationales, le ministère utilise des stratégies à la fois bilatérales et régionales. Les partenariats avec les institutions de l'Union africaine, les communautés économiques régionales (CER) et les cadres de sécurité multinationaux mettent en évidence une approche collective qui tire parti du leadership et des ressources régionales parallèlement à l'aide américaine.

Bien que le département d'État dirige la programmation de l'aide étrangère, y compris le financement de la réforme du secteur de la sécurité et la formation du personnel militaire étranger par le biais d'initiatives telles que le programme ACOTA (African Contingency Operations Training and Assistance), le département de la défense (DoD) est le principal agent de liaison avec les établissements de défense étrangers. Les partenariats entre militaires, les exercices conjoints et les programmes de renforcement des capacités du ministère de la défense complètent les efforts diplomatiques et de développement du département d'État, reflétant ainsi un engagement unifié en faveur du renforcement des capacités africaines en matière de sécurité. Cette approche collaborative met l'accent sur la transparence, la responsabilité et l'utilisation efficace des ressources. Elle reconnaît que la sécurité durable dépend d'un leadership et d'une appropriation forts de la part de l'Afrique, les États-Unis fournissant une assistance qui respecte les priorités nationales et la dynamique régionale. Grâce à ce partenariat, l'aide américaine à la sécurité

contribue à lutter contre l'extrémisme violent, le crime organisé et les nouveaux défis géopolitiques sur le continent.

Le rôle du commandement américain pour l'Afrique (AFRICOM) :

En 2007, les États-Unis ont créé un nouveau commandement pour l'Afrique. Auparavant, la responsabilité du continent africain était répartie entre trois commandements américains : le Commandement européen (EUCOM), le Commandement central (CENTCOM) et le Commandement du Pacifique (PACOM). La création de l'AFRICOM a été motivée par la pertinence stratégique croissante du continent pour les intérêts critiques des États-Unis.

Pour promouvoir les objectifs stratégiques des États-Unis, l'AFRICOM travaille avec les États africains et les organisations régionales pour aider à renforcer la stabilité et la sécurité dans la région. Il le fait par le biais d'une variété de programmes et d'initiatives visant à améliorer les capacités de la sécurité nationale et régionale, le professionnalisme militaire et la bonne gouvernance.

Efficacité de l'assistance à la sécurité :

Les recherches sur l'aide américaine à la sécurité montrent que son efficacité varie considérablement en fonction de la nature et de l'approche de l'aide fournie. Il est de plus en plus reconnu que la sécurité durable dans les pays africains ne dépend pas seulement de la formation opérationnelle et tactique ou de la fourniture d'équipements militaires, mais aussi de la mise en place d'institutions de défense et de sécurité dirigées par des civils, représentatives sur le plan social, fondées sur le mérite et capables de prendre des décisions stratégiques indépendantes.

Une assistance efficace en matière de sécurité se caractérise par plusieurs facteurs essentiels, notamment « des contacts réguliers et intensifs entre les conseillers internationaux et le personnel de sécurité du pays partenaire ; un engagement à relativement long terme ; une surveillance étroite des performances des forces de sécurité ; et l'intégration des efforts de formation et d'équipement dans une stratégie politique globale ». ⁷⁴ Historiquement, l'aide américaine à la sécurité présentant ces caractéristiques a été la plus efficace pour réduire les conflits, l'insurrection, le terrorisme et les pratiques gouvernementales abusives. Notamment, ces partenariats globaux ont souvent coïncidé avec la présence d'opérations de soutien de la paix des Nations unies, qui offrent un environnement propice aux efforts de sécurité intégrés.

américaines et africaines dans les pays où l'assistance à la sécurité était fournie en conjonction avec une opération de soutien de la paix des Nations unies.

Questions de discussion :

- Quels sont les éléments de l'assistance à la sécurité des États-Unis et de la politique du département de la défense des États-Unis à l'égard de l'Afrique qui sont les plus significatifs pour vous et votre travail ?
- Les perceptions dans votre pays d'origine sont-elles différentes de ce que vous avez appris aujourd'hui ?
- En quoi les informations que vous avez apprises aujourd'hui changent-elles la façon dont vous allez faire votre travail ?

⁷⁴ See Stephen Watts et al, "Reforming Security Sector Assistance for Africa," RAND Corporation Research Brief RB-10028-OSD/AFRICOM, 2018, https://www.rand.org/pubs/research_briefs/RB10028.html

- Comment les dirigeants stratégiques et les responsables du secteur de la sécurité peuvent-ils exploiter et tirer parti de l'aide américaine à la sécurité pour promouvoir les priorités et les intérêts de la sécurité nationale en Afrique ?

Lectures obligatoires :

Général Thomas Waldhauser, "United States Africa Command 2022 Posture Statement". 2022. <https://www.armed-services.senate.gov/imo/media/doc/AFRICOM%20FY23%20Posture%20Statement%20%20ISO%20SASC%2015%20MAR%20Cleared.pdf>

Bureau des opérations de conflit et de stabilisation du Département d'État des États-Unis, « Stratégie des États-Unis pour la prévention des conflits et la promotion de la stabilité ». 2022. <https://www.state.gov/united-states-strategy-to-prevent-conflict-and-promote-stability/#goal-4>

Aline LeBoeuf, « La compétition stratégique en Afrique. Approches militaires américaine, chinoise, et russe. » *Focus stratégique* 91, Institut français des Relations internationales, p. 17-18, 33-43 et l'annexe, 2019. https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/leboeuf_competition_strategique_afrique_2019_0.pdf